

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1908.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions des lois électorales relatives à la confection des listes électorales et aux opérations de l'élection (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La proposition émanant de l'initiative parlementaire de MM. Mechelynck et consorts a pour objet d'améliorer les conditions d'exercice du droit électoral.

Le législateur doit user de tous les moyens en son pouvoir pour que nul ne puisse pénétrer par ruse dans l'enceinte de nos assemblées délibérantes. Si l'expérience révèle l'existence de quelque fissure dans les murs qui les entourent, il importe de rechercher, et d'employer au plus tôt, les meilleurs matériaux de consolidation.

Sans doute, au lendemain des scrutins, — pendant ce délai accordé aux plaideurs malheureux pour maudire leurs juges, — les vaincus peuvent éprouver quelque consolation en attribuant leur défaite à la fraude et aux manœuvres de leurs adversaires. Mais il importe que ces plaintes ne puissent invoquer une présomption de bien fondé, basée sur les imperfections du régime électoral. La légitimité du mandat ne doit pas pouvoir être soupçonnée dans son origine; et il importe, à ces fins, que la législation électorale soit à l'abri des tentatives des fraudeurs.

L'avenir et la force d'un parti politique doivent résider dans le travail de propagande et le désintéressement de ceux qui combattent dans ses rangs, dans leur foi et leur fidélité en son programme, dans la justice de sa cause et de ses revendications.

(1) Proposition de loi, n° 98 (session de 1907-1908.)

(2) La Commission était composée de MM. BERTRAND, LEFEBVRE, MELOT, POULLET, VANDEWALLE, VERHAEGEN et WAUWERMANS.

Notre régime parlementaire ne peut subsister qu'à la faveur de la loyauté dans les luttes entre les candidats, de la dignité et de la mutuelle considération dans les discussions entre les élus.

Il en sera sans doute aussi longtemps encore avant que ce programme reçoive sa réalisation que de l'avènement de cette paix universelle du genre humain rêvée par l'abbé de Saint-Pierre ; mais serait-ce une raison pour ne pas poursuivre la tâche, comme si c'était la poursuite d'une chimère ?

Faut-il se borner à répéter les imprécations de ceux qui honnissent et la politique et nos institutions parlementaires :

« O politique ! je te hais.

» Je te hais parce que tu es grossière, injuste, hargneuse, crierde et bavarde ;

» Parce que tu es l'ennemie de l'art, du travail ;

» Parce que tu sers d'étiquette à toutes les sottises, à toutes les ambitions, à toutes les paresse.

» Aveugle et passionnée, tu sépares de braves cœurs faits pour être unis, tu lies au contraire des êtres tout à fait dissemblables.

» Tu es le grand dissolvant des consciences, tu donnes l'habitude du mensonge, du subterfuge et, grâce à toi, on voit des honnêtes gens devenus amis de coquins, pourvu qu'ils soient du même parti. »

Non pas : il faut tenter de réagir, de relever la dignité de nos luttes, il faut mettre au ban des partis les spadassins et les empoisonneurs de sources.

De même qu'il existe un code des lois de la guerre qui interdit l'usage de certaines armes, il faut, sinon créer, sans cesse compléter le code des batailles électorales.

Aussi, et à toutes époques le législateur s'efforça-t-il de multiplier les garanties de la liberté de l'électeur et la régularité des opérations électorales.

L'initiative parlementaire n'a point failli à sa tâche en s'efforçant de les compléter.

Les propositions soumises à l'examen de la Commission s'inspirent de cette préoccupation constante. Il n'était pas douteux qu'elles dussent rencontrer un favorable accueil.

Déjà la Chambre se trouve saisie de propositions formulées par l'honorable M. Rens ⁽¹⁾.

On a signalé à la Commission, qu'à raison de la connexité entre les deux projets il conviendrait de les soumettre à une discussion commune, — de même que les règles de bonne justice imposent la jonction des causes engageant les mêmes intérêts.

Pour mieux encore compléter l'œuvre, en ce qui concerne les dispositions actuellement déferées à la présente Commission, celle-ci a cru pouvoir y ajouter quelques nouveaux textes, préciser ceux qui lui étaient soumis, désirant ainsi s'associer à l'œuvre qui lui était soumise et en devenir la collaboratrice.

(1) Session 1906-1907, *Doc. parl.*, n° 57 et 135.

Les modifications proposées portent sur des détails de peu d'importance et ne solliciteront guère d'explications ; les adjonctions réclament seules des explications. En ce qui concerne le projet de MM. Mechelyneck et consorts, l'exposé des motifs fourni par celui-ci en apporte tout à la fois et le commentaire et la meilleure justification.

La méthode pratique de résumer les travaux de la Commission paraît être un examen, article par article, en suivant le même ordre, soit celui du code et du texte du projet.

Nous l'adopterons.

Des listes électorales.

ART. 54.

La confection des listes électorales est une obligation qui incombe aux administrations communales. Elles ne peuvent se départir de la vigilance ou de l'impartialité qui leur est imposée par la considération que les intéressés suppléeront à leur diligence, opéreront un travail d'inscription ou de revision qui leur incombe. C'est à elles qu'il appartient de faire les recherches, de former les dossiers. Elles possèdent à cet égard des facilités spéciales.

Actuellement, certaines administrations réclament d'office tous les renseignements et les documents nécessaires. Il est convenable de consacrer cette pratique comme une obligation à l'abri de toute controverse.

La Commission a estimé que l'on ne devait pas restreindre à la période se clôturant le 1^{er} juillet les obligations dont le principe venait d'être accepté sans contestation.

Le 1^{er} juillet est la date initiale de la revision des listes par le Collège. Mais les intéressés peuvent adresser leurs réclamations, en vertu de l'article 73, jusqu'au 31 octobre, et pendant le mois de novembre se poursuit la période de revision.

Pourquoi donc les intéressés qui — lors du dépôt des listes ordonné par l'article 69 — constatent une omission, omission qu'ils ne pouvaient prévoir avant le 31 juillet, ne pourraient-ils encore à ce moment user du droit que consacre l'article 54^{bis}.

Il s'agit de réparer une erreur ou une omission qui ne leur est pas imputable et des conséquences de laquelle ils ne doivent pas pâtir.

La Commission a donc proposé de substituer la date du 31 octobre à celle du 1^{er} juillet.

Les administrations communales devront réclamer, pendant cette période, les pièces qui seront indiquées par les intéressés — et ce terme comprend ceux qui sont qualifiés pour exercer l'action populaire — en vue d'une inscription ou d'une augmentation de votes.

Il va de soi que la demande devra être faite avec précision et que le futur bénéficiaire de ces recherches devra indiquer où elles doivent être opérées.

Tel est le but des amendements proposés par la Commission spéciale.

Le texte ne prévoit pas cependant les demandes ayant pour but les radiations totales ou partielles.

ART. 57 et 57^{bis}.

Ces articles règlent la situation des électeurs qui transfèrent leur domicile d'une commune dans une autre commune.

Le texte actuel de l'article 57 a fourni matière à controverses. Il consacre une faveur : le maintien d'un électeur sur les listes d'une commune où il a cessé d'avoir son domicile. Aux termes de l'article 57, — si on les interprète par les travaux préparatoires (Séance du 4 avril 1894, A. P., p. 919), — cette faveur serait réservée uniquement aux citoyens qui se sont strictement conformés à l'arrêté du 31 octobre 1866, modifié par celui du 30 décembre 1900, sur la tenue des registres de population.

Or, ces arrêtés (comme la loi électorale d'ailleurs) tous deux, par leur article 7, exigent deux démarches bien distinctes :

1° *Avant* son départ, le citoyen doit se présenter à l'administration du lieu qu'il veut quitter (art. 7);

2° Dans la quinzaine (la loi électorale dit dans le mois), une seconde démarche doit être accomplie à l'administration du lieu où le citoyen veut se fixer.

On peut dire que ces prescriptions ne sont jamais observées : ou bien l'électeur ne fait aucune déclaration, ou bien lorsqu'il a quitté sa commune il demandera par écrit de constater le changement de résidence, ou bien il se bornera à se rendre à l'administration du lieu où il est allé habiter, et c'est celle-ci qui fait la demande.

Souvent aussi l'administration du lieu abandonné ou celle de la commune que l'on est allé habiter, s'apercevant du fait, fait d'office les diligences.

Toutes ces personnes ne peuvent bénéficier de l'article 57.

Cependant on peut dire, en règle générale, que tout électeur qui vient à être rayé du registre de population, peu importe comment cette radiation s'est effectuée, est maintenu un an sur les listes électorales de la commune qu'il n'habite plus, et très souvent est inscrit sur celles de la commune où il vient de s'installer.

Comment remédier à cette situation ?

On aurait pu, sans doute, préciser la rigueur de la disposition et stipuler que l'électeur devrait justifier de la double condition :

1° Déclaration avant son départ;

2° Déclaration dans le mois de l'arrivée.

On pouvait de même consacrer en un texte l'interprétation de l'arrêt du 18 juin 1906 de la Cour de cassation et décider qu'il suffit que les deux déclarations requises soient faites dans le mois du changement.

La Commission a estimé qu'il devait suffire d'une de ces deux déclarations et d'imposer à l'administration communale recevant celle-ci, de la transmettre à l'autre commune.

Cette solution ne s'écarte pas de celles prévues lors de la confection de la

loi électorale. Les mots « au moment de son départ » furent insérés pour permettre au Gouvernement de fixer, comme il serait reconnu appartenir, même par arrêté royal, les règles précises auxquelles serait subordonnée la validité de déclaration de transfert. Le projet primitif portait « avant son départ ». La modification fut faite parce que ce texte aurait empêché d'être légale toute déclaration postérieure au départ, même si celle-ci avait été reconnue préférable à la déclaration antérieure. Pour permettre la meilleure solution, le législateur avait voulu réserver au Gouvernement toute liberté pour le jour où il aurait réglementé — comme il se proposait de le faire et comme il l'a fait en 1904 — la tenue des registres de la population.

La modification ne va donc à l'encontre d'aucun principe. Il suffira, si elle est adoptée, à l'électeur de justifier de sa déclaration dans l'un des deux délais, et ainsi disparaîtra la difficulté devant laquelle se trouvaient les électeurs de prouver que leurs déclarations ont été faites dans les deux délais de rigueur.

ART. 57^{bis}.

Mais il restait à faciliter la vérification des listes en ce qui concerne ces électeurs : l'article 57^{bis} oblige la commune où l'électeur est maintenu à aviser celle de la nouvelle résidence. Cette mesure doit être complétée. L'électeur qui a cessé d'être cotisé dans la première commune ne peut bénéficier du vote supplémentaire qu'à condition d'être cotisé dans la commune du nouveau domicile. Il faut que celle-ci soit avisée de la persistance ou de la disparition du titre. L'article 57^{bis} a été complété à ces fins.

ART. 64.

La Commission a été d'accord pour se rallier à la proposition qui a un double objet :

1° Avancer de quinze jours le dépôt des rôles des contributions qui servent à contrôler les voix supplémentaires attribuées à raison d'une contribution personnelle ou d'un revenu cadastral;

2° Obliger les receveurs de l'enregistrement à envoyer un double du relevé des mutations de propriété immobilière au commissariat d'arrondissement, en même temps qu'ils en adressent un double aux collèges des bourgmestre et échevins.

Mais il convient de compléter : Aux termes de cet article, littéra B, le relevé des mutations de propriété à fournir par les receveurs de l'enregistrement aux administrations communales « désigne les noms et prénoms des » propriétaires précédents et des propriétaires actuels, la consistance » des biens, les articles de la matrice cadastrale, ainsi que les sections et » numéros, lorsque la mutation ne comprend pas la totalité des biens inscrits » à ces articles; il *n'indique pour chaque commune que le nom des parties » qui y sont domiciliées.* »

Cette restriction frappe un nombre d'articles minime en proportion du total, mais qui néanmoins est important au point de vue électoral. Et elle a une influence considérable quand on songe que, en vertu de cette restriction, le relevé d'une ville telle que Bruxelles ou Anvers ne renseigne pas les propriétaires habitant l'un des faubourgs, comme réciproquement celui concernant le faubourg ne renseigne pas les propriétaires de la ville. Laisser de côté les *noms* de ces propriétaires, quand toutes les autres indications exigées par l'article susdit sont renseignées, ne saurait constituer une diminution de besogne et, par conséquent, ne pourrait se justifier, car ce relevé ne doit pas seulement servir aux administrations communales, mais encore aux associations publiques. (Art. 66, litt. C.)

En outre, le relevé susdit ne mentionne que les mutations de propriété par ventes, échanges ou adjudications, en laissant de côté les mutations par décès ou par partage, bien que celles-ci soient aussi importantes que les autres.

Cependant, lorsque fut voté cet article 64, l'intention du législateur était bien qu'il devait comprendre toutes les mutations quel qu'en soit le titre. (Cfr. SCHEYVEN, VIII, p. 317, sommaire n° 12 et p. 319c, n° 12.)

Il faudra donc stipuler que ce relevé comprendra aussi les partages et les successions. Pour cela, il faudra libeller l'article 64, littéra *B*, en disant : les receveurs de l'enregistrement et *des droits de successions*, ceux-ci étant, dans les villes, perçus par des receveurs autres que ceux dits de l'enregistrement.

ART. 66.

La loi électorale du 24 août 1883, par son article 35, stipulait que la disposition suivante était ajoutée à l'article 18 des lois électorales coordonnées (devenu, dans la loi électorale du 12 avril 1894, l'article 66).

« Tout dépositaire des minutes, registres ou autres documents établissant la capacité électorale d'un citoyen des extraits certifiés conformes de ces documents. »

Dans le projet de la nouvelle loi électorale déposé à la Chambre par le Gouvernement la disposition susdite devint la suivante et forma le n° 10 de l'article 15 :

« Tout dépositaire des minutes, registres ou autres documents établissant le droit électoral, les extraits de ces documents. »

Sur la proposition du Gouvernement, cet article 15 devint l'article 66 actuel. Lors de la discussion de cet article, M. de Moreau proposa la suppression du n° 10 en disant :

« C'est une disposition générale qui implique absolument tout. De deux choses l'une : ou bien il faut supprimer tout ce qui précède, tous vos littéras, tous vos numéros, et ne laisser debout que cette disposition finale, qui est

générale; ou bien il faut supprimer celle-ci en laissant debout toutes les dispositions qui précèdent tous vos littéras et tous vos numéros. »

La suppression du n° 10 fut décidée sans autres observations.

Or la pratique a démontré que la disposition supprimée n'était point inutile.

Toute énumération est forcément incomplète et pêche par quelque omission.

Des cas nombreux ont été signalés. On a cité des exemples de mauvaises volontés qui s'étaient manifestées à la faveur de cette lacune. Il convient d'empêcher qu'ils se reproduisent.

D'autre part, certains fonctionnaires et administrations publiques estiment qu'ils ne peuvent délivrer de certificats négatifs, parce que l'article 66 ne les mentionne pas.

Un électeur est inscrit comme né en un lieu et à une date déterminés, mais son acte de naissance est introuvable. Comment détruire la présomption sans ce certificat négatif que l'on refuse systématiquement dans tous les greffes.

Un électeur est inscrit avec deux voix supplémentaires au moyen d'un diplôme, titre ou certificat, délivré, entériné ou homologué à telle date. Comment prouver qu'il n'en est pas porteur, si les autorités compétentes refusent de délivrer des certificats constatant qu'à cette date déterminée tel diplôme, titre ou certificat, n'a pas été entériné ou homologué ou délivré à l'intéressé?

Certains électeurs se trouvant inscrits sur les listes d'une commune comme habitant des maisons qu'ils n'ont jamais occupées, un extrait de population fut réclamé à l'administration communale. Celle-ci répondit que, cet électeur n'étant pas inscrit à cette adresse, il lui était impossible de délivrer l'extrait demandé. Le réclamant demandant alors une attestation portant que cet électeur n'était pas inscrit à cette demeure déterminée, ce certificat fut refusé pour le motif qu'il n'était pas de nature à établir l'inscription.

La question fut soumise à M. le Ministre de l'Intérieur.

« La loi n'oblige pas, répondit-il, les officiers de l'état civil à délivrer » des certificats négatifs (quand la loi l'exige, elle le dit expressément : » exemple le littéra D de l'article 66), mais il est certain que lorsque le nom » du citoyen et la demeure sont clairement indiqués le refus de délivrer le » certificat négatif ne se justifie pas, il n'y a pas plus de difficulté de » recherches que pour délivrer un certificat.

» Mais le mauvais vouloir de l'officier de l'état civil n'est pas un » obstacle insurmontable, dans ce cas, à l'exercice du contrôle populaire.

» Si la liste électorale indique, en regard du nom d'un citoyen, un domi- » cile que celui-ci n'occupe pas, il suffit — l'article 66, alinéa G *in fine* » le prévoit spécialement — de demander l'indication de tous les habitants » de la maison (3 centimes par nom avec *maximum* de 20 centimes) et ce » renseignement, démontrant l'inexactitude de l'une des énonciations de la » liste, a pour effet de déplacer le fardeau de la preuve et d'obliger le

» citoyen dont le droit est contesté à justifier de l'existence de la condition
» de domicile (Code électoral, art. 83, al. 2). »

Cependant, la loi en main, des administrations communales n'ont pas cru devoir se prêter à cette demande d'extrait complet du registre, et l'on doit constater qu'une administration communale peut inscrire, à une adresse fantaisiste, un électeur imaginaire et qu'il est impossible de fournir la preuve par pièces de cette fraude. Pour obtenir la radiation, il faut recourir à de longues enquêtes.

Est-il besoin d'également signaler que certaines administrations prétendent — bien à tort — que l'on ne peut réclamer de pièces que concernant les électeurs inscrits sur les listes supplémentaires, alors que l'on peut réclamer à la Cour la radiation de tout électeur.

Il y aurait donc lieu d'ajouter deux paragraphes nouveaux à l'article 66, aux fins d'obliger tout dépositaire de minutes, registres ou autres documents établissant le droit électoral, à délivrer les extraits de ces documents et déclarant expressément que, si les pièces, extraits, actes, minutes ou autres documents demandés n'existent pas, les fonctionnaires et administrations publiques délivreront une attestation établissant cette non-existence.

Il va de soi que ces textes ne permettront plus aux administrations communales de se soustraire à l'obligation de délivrer des extraits *complets* de population.

Toutefois, ces extraits complets ne peuvent comprendre que les mentions relatives à la population. Si le registre contenait quelque mention relative à des condamnations, ou des indications étrangères, l'extrait ne pourrait les reproduire.

ART. 67.

Cet article stipule que les fonctionnaires et administrations publiques sont tenus de délivrer dans les cinq jours les pièces demandées. Ce délai paraît pouvoir être réduit sans inconvénients en ce qui concerne les administrations. Il est souvent arrivé que ce délai de cinq jours se transforme, en réalité, en un délai bien plus considérable : Lorsque les pièces sont demandées par la poste, le jour d'envoi ne coïncide généralement pas avec le jour de réception. Le jour de réception ne compte pas dans le délai fixé pour la délivrance des pièces non plus que le jour auquel il est satisfait à la demande.

Si l'on décompte en outre le dimanche et jours fériés, il arrive que des fonctionnaires prétendent disposer parfois d'un délai de dix jours pour l'envoi réclamé.

Ceci est évidemment contraire au vœu de la loi, c'est pourquoi nous demandons que les cinq jours soient réduits à trois jours francs.

Il a été également constaté que des pièces demandées à des fonctionnaires et administrations sont arrivées, par suite de leur négligence, trop tard pour être produites endéans les délais légaux. Le demandeur se trouvait ainsi

tenu — pour être admis à user de ces pièces — à fournir la preuve que sa demande avait été faite en temps opportun. Or, des Cours d'appel ont décidé que cette preuve ne pouvait se faire qu'au moyen du récépissé prévu par l'article 67. Comment le demandeur peut-il savoir à l'avance qu'il va se heurter au mauvais vouloir ou aux lenteurs d'un fonctionnaire? Il devrait, dès lors, réclamer pour toutes ses demandes un récépissé, ce qui d'une part, augmenterait la besogne du fonctionnaire, et d'autre part, entraînerait des frais inutiles.

Du reste, qui garantit que ce récépissé arrivera à temps? Alors que le fonctionnaire retarde la délivrance des pièces, ne retardera-t-il pas aussi l'envoi du récépissé. Il faut donc pouvoir prouver, autrement que par ce récépissé, que la demande a été faite en temps opportun. Cette preuve ne peut se faire que par l'enquête prévue à l'article 109 de la loi électorale. C'est pourquoi nous proposons d'ajouter à cet article un paragraphe, à intercaler, ayant cette portée que, si les pièces demandées ne sont point parvenues en temps opportun au demandeur, celui-ci pourra prouver, par enquête, que sa demande a été faite dans les délais de rigueur.

ART. 70.

Le commissaire d'arrondissement est chargé, par cet article, de transmettre au directeur général de la Trésorerie et au directeur général de la Caisse générale d'épargne et de retraite, immédiatement après réception des listes *provisoires*, le relevé des électeurs qui s'y trouvent inscrits avec un vote supplémentaire du chef de la propriété d'une inscription au grand-livre de la Dette publique ou d'un carnet de rente.

Pourquoi le commissaire d'arrondissement n'accomplirait-il pas la même besogne en ce qui concerne les listes définitives?

ART 75.

La date du 30 octobre a été substituée à celle du 1^{er} juillet, en concordance avec la même modification introduite au texte de l'article 54^{bis}.

ART. 77, 79, 79^{bis}, 84, 87 et 88.

Les modifications proposées à ces articles ont pour but de permettre aux tiers d'intervenir dans les réclamations produites contre les listes provisoires devant les collèges échevinaux et de diminuer ainsi le nombre des recours soumis aux Cours d'appel.

Ici encore la Commission a tenu à compléter les dispositions proposées.

Les délais pour la revision des listes sont fort abrégés et le travail de ceux qui ont assumé la mission de vérifier les mentions de celles-ci et d'exercer un salutaire contrôle, est considérable.

Il a semblé possible de réduire de cinq jours le temps accordé aux

administrations communales pour en faire bénéficier les intéressés. Les modifications aux articles 77, 81, 87 et 88 traduisent en texte cette réforme.

ART. 84.

La loi oblige les administrations communales à conserver dans un registre la copie de certains titres ou certificats. Cette mesure est pratique et il est utile de la compléter ainsi que le fait le projet :

Le titre qui crée le droit et la quotité revenant à l'électeur dans un revenu cadastral indivis seront indiqués dans un registre spécial ; la présomption n'existera que dans les limites où le droit pourra être contrôlé par les mentions de ce registre. Ainsi disparaîtront dans une notable mesure les difficultés de contrôle résultant de ce que l'inscription sur les listes électorales d'une quotité déterminée dans un revenu cadastral fait présumer que l'électeur a droit à cette quotité et le dispense de toute preuve.

Mais combien réduite serait l'utilité de cette disposition si les intéressés ne peuvent puiser et se référer à cette source. Il convient donc d'autoriser la publicité du registre, sans déplacement, comme des rôles de contributions, à certains jours déterminés et avec des facilités plus grandes pendant la période de revision.

En outre, on doit attribuer aux copies de ces copies la valeur de doubles, et autoriser leur production en justice, aux fins électorales, avec valeur probante. Toute obligation de recours aux originaux serait frustratoire.

Certaines Cours ne se croient cependant pas autorisées à interpréter la loi en ce sens. La disposition nouvelle les libérera de leurs scrupules.

ART 87.

Cet article, de même que l'article 93 fournit une des sanctions de l'obligation que le projet consacre à charge des administrations communales.

Il importe que les intéressés puissent prendre connaissance des pièces réclamées ensuite de leurs demandes et en tirer tel usage que de droit. Leur dépôt devra donc être opéré au commissariat d'arrondissement. Elles doivent constituer des dossiers, puisqu'elles se rattachent à des demandes d'inscription et qu'elles peuvent servir de base dans des instances de revision de la liste.

Des recours devant les Cours d'appel.

ART. 90 et 91.

Les textes nouveaux permettent de déclarer recevables les recours tendant uniquement à la rectification sur la liste de l'indication inexacte du domicile de l'électeur ou de ses nom, prénoms, profession et demeure.

De telles rectifications peuvent offrir une réelle utilité.

La Cour de cassation avait déclaré qu'une action à ces fins ne pouvait être accueillie par les Cours d'appel.

ART. 93.

Aux termes de l'article 75, les requérants peuvent se référer aux documents officiels se trouvant en possession de l'administration communale.

L'article 54^{bis} oblige ces administrations à faire venir certaines pièces en sa possession; l'article 87 oblige de les transmettre au commissariat d'arrondissement.

Mais lorsqu'il s'agit d'une demande d'inscription ou d'augmentation de votes, déjà formulée devant le collège, il ne peut être joint d'autres pièces nouvelles que les extraits des documents dont la production devant le collège n'était pas requise aux termes de l'article 75.

Il convient que le requérant, qui vient à constater que l'Administration communale n'a pas satisfait aux obligations qui lui incombent, puisse combler la lacune. Il pourra ainsi, à l'avenir, soumettre à la Cour des pièces non produites à l'Administration communale, mais qui auraient dû être produites par l'Administration elle-même.

ART. 96.

La disposition nouvelle a deux objets :

Le droit d'intervention ne sera plus limité aux fins d'inscription ou d'augmentation électorale. Il pourra s'exercer aux fins de radiation ou de réduction.

Les intervenants ressortissants d'une circonscription électorale formée par la réunion de plusieurs collèges d'arrondissement pourront intervenir dans chacun de ces arrondissements.

ART. 107.

Il est utile de simplifier autant que faire se pourra les formalités : L'avocat peut signer les conclusions, sans devoir justifier de son mandat : pourquoi obliger la production d'un pouvoir spécial lorsqu'il s'agit de la procédure en cassation.

L'avocat offre ici encore les mêmes garanties, sans qu'il faille recourir à des justifications bien inutiles.

ART. 110.

En matière électorale les intéressés se reposent du soin de leurs intérêts sur des mandataires ou des associations. Lorsqu'il s'agit de procéder à une enquête, ceux-ci se chargent de toutes les démarches à ces fins. Les délais sont fort courts.

On peut remédier à de graves inconvénients, en prenant les mesures nécessaires pour que les mandataires soient — si les intéressés le désirent — informés directement de la tenue de l'enquête et des faits dont la preuve est ordonnée.

Des collèges électoraux.

ART. 140^{bis}.

Il importe d'écarter du scrutin les personnes privées du droit de vote en exécution des articles 20 et 21 du Code électoral.

Lors de la revision annuelle, le juge de paix doit rayer sur les listes ceux qui sont privés du droit de vote; l'article proposé prescrit les mesures nécessaires pour assurer, lors de l'élection, l'exécution des décisions rendues depuis la revision des listes provisoires.

ART. 143.

La Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire figurer les juges consulaires parmi les présidents de bureaux, avant les avocats et les avoués.

Rien n'empêchera de les appeler à ces fonctions s'ils jouissent du triple vote, mais après épuisement des autres catégories de personnes énumérées.

Des opérations électorales.

ART. 164.

Le Code électoral limite le rôle des témoins aux opérations des bureaux électoraux; leur intervention dès les premières opérations est indispensable. Il faut vérifier la régularité des présentations de candidats et l'application des dispositions relatives à la formation des bulletins.

Ce sont des opérations d'une importance fondamentale : une erreur, une décision mal rendue peuvent vicier toute l'élection, priver des électeurs de leur droit de présentation, en éliminant sans raisons une liste.

De même une liste fantaisiste peuvent être accueillie. Il y a de véritables jugements à rendre : la publicité de cette audience électorale sera fournie par la présence de ces témoins.

ART. 165.

Le droit des témoins de sceller les enveloppes et les urnes contenant les bulletins et de faire inscrire leurs observations au procès-verbal a été contesté. Ce droit est cependant indéniable. Pour éviter toute discussion ultérieure, il est préférable, ainsi que le propose le projet, de le consacrer par un texte formel.

ART. 169^{bis}, 186 et 260.

Ces dispositions ont été proposées en vue d'assurer davantage la régularité des opérations et de permettre la vérification du nombre des bulletins employés, — art. 169^{bis} — et le contrôle immédiat des résultats de l'élection — art 186 et 260.

La disposition de l'article 169^{bis} n'a pas paru pratiquement réalisable dans les arrondissements où le nombre des électeurs est considérable et où il doit être procédé le même jour à deux scrutins, l'un pour la Chambre, l'autre pour le Sénat.

En ce qui concerne la disposition proposée comme modification de l'article 174, il a été signalé qu'elle pourrait fournir un instrument de fraude, si le témoin pouvait requérir le changement de place du cachet au moment où se présentent certains électeurs.

Cette faculté devrait donc être exercée au commencement des opérations et suffirait ainsi pour écarter la fraude.

Des pénalités.

La Commission s'est trouvée unanime pour reconnaître qu'il importe d'atteindre par des sanctions effectives et efficaces ceux qui seraient convaincus de fraude dans la confection des listes électorales.

D'abord, est-il bien certain que l'on se trouverait actuellement désarmé vis-à-vis de toutes les fraudes que visait le texte proposé à la Commission?

Les fausses déclarations et l'inscription de fausses mentions dans les registres de la population peuvent déjà, sous l'empire de la législation actuelle, être réprimées par les peines du faux. (Cfr. *Corr.* Bruxelles, 29 juillet 1887. *Pas.* III, 278; Appel, 1888, p. 14.)

Mais on a signalé que, à raison même de la gravité de la peine, les Parquets pouvaient hésiter à introduire les poursuites, et les jurys de Cour d'assises à déclarer la culpabilité : l'abaissement du taux des pénalités ferait donc disparaître l'indulgence trop grande qui existerait aujourd'hui.

Si cette indulgence existe et si elle peut être fâcheuse, ne serait-ce pas un mal bien plus grand que d'exagérer les poursuites; d'exposer toute personne que la nature de ses fonctions oblige à s'occuper de la surveillance des registres de population ou de réunir les éléments de confection des listes électorales, à des plaintes et à une instruction judiciaire. « Je sais bien, — disait M. le Ministre de la Justice Tesch, combattant une proposition analogue, — qu'il faut qu'on ait agi frauduleusement, mais aujourd'hui déjà, on ne trouve pas beaucoup de gens très désireux d'occuper des fonctions communales; si on les menace encore de poursuites, je crains bien qu'on ne trouve plus personne. »

Sans doute le fardeau de la preuve incombera au Parquet, mais la

recherche de cette preuve nécessitera une instruction, et pendant tout le cours de celle-ci l'échevin, l'employé seront sous le coup de la prévention, en but à toutes les suspicions, et l'ordonnance de non-lieu rendue en leur faveur ne mettra pas toujours un terme aux accusations dont ils auront été l'objet de la part d'adversaires. Nous sommes en matière politique, où la passion obscurcit trop souvent certaines consciences ; il ne faut pas rendre les plaintes trop aisées ni les poursuites trop fréquentes.

D'autres membres ont combattu la proposition pour le motif que ces textes, réprimant des délits spéciaux, devraient avoir une précision plus grande que ceux qui se trouvaient soumis à la Commission.

D'autre part, lorsque les faits sont établis, la répression peut être aussi sévère que s'il s'agissait de délit ou de crime de droit commun.

Le problème se présente encore comme grave en ses conséquences à un autre point de vue : la confection des listes électorales ne constitue pas un acte du ministère de chaque échevin, mais du corps échevinal tout entier. Celui-ci, lorsqu'il prononce le maintien ou la radiation d'un citoyen, fait œuvre de juridiction et rend une véritable sentence. Doit-on autoriser le pouvoir judiciaire à rechercher les raisons qui ont fait prononcer chacun des membres du Collège, lorsqu'il statuait dans l'exercice de ses attributions ? Faut-il enlever à un corps administratif, qui a reçu des attributions contentieuses, les droits, privilèges et le caractère attachés aux fonctions du juge, comme aussi les soustraire aux sanctions pénales qui atteignent le juge, l'arbitre, le prud'homme, le juré qui, par faveur, inimitié ou passion politique, rend une décision inique. (NYPELS, *Code pénal*, I, 655. — CHAUVEAU et HÉLIE, I, n° 1883.)

La majorité de la Commission croit donc devoir proposer la suppression de ces articles.

Leur maintien dans la discussion serait d'ailleurs de nature à entraîner des débats susceptibles de reculer le vote du projet.

Des élections communales et provinciales.

Les derniers articles mettent les lois électorales provinciales et communales en rapport avec les modifications introduites dans la loi pour les élections législatives.

L'article prolonge le rôle des témoins pendant la vérification des élections communales, en prescrivant leur intervention chaque fois qu'il est procédé à un examen des bulletins.

Il a semblé que le candidat devait être autorisé à substituer un témoin, particulièrement qualifié, au témoin premier désigné, lorsqu'il s'agit des opérations particulièrement graves et délicates de la vérification des bulletins contestés.

Conclusions.

La Commission propose à la Chambre de voter le projet de loi amendé, où elle a résumé en textes complémentaires les principales réformes qui paraissent solliciter une solution immédiate.

Il est incontestable que l'on pourrait, sans grands efforts, découvrir d'autres articles de nos lois électorales, susceptibles d'améliorations, de même qu'il serait facile de se livrer, à l'occasion de la présente loi, à de longues critiques sur tout ce qui touche de loin ou de près à notre organisation politique, de se perdre dans des discussions à perte de vue.

Elles risqueraient non seulement d'être inutilement irritantes, mais, pis encore, de retarder stérilement le vote de la présente loi.

Les discussions de la Commission, où toutes les opinions se trouvaient représentées et qui ont abouti à des textes rédigés de commun accord, démontrent qu'il est facile de faire « œuvre de bonne foy » — et d'aboutir... si l'on ne veut trop embrasser.

Nous approchons d'une période électorale qu'il serait utile de voir régler par les dispositions nouvelles : A ces fins l'on est peut-être en droit d'attendre du Parlement plus — et mieux — que des paroles et des discours : *Des actes et des votes...*

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

VICT. VAN DE WALLE.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Article premier**Artikel 1.**

Le Code électoral est modifié comme suit :

Het Kieswethoek wordt gewijzigd als volgt :

TITRE III.**TITEL III.****Des listes électorales.****Van de kiezerslijsten.****CHAPITRE I^{er}.****HOOFDSTUK I.****DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES
ÉLECTORALES.****VAN DE JAARLIJSCHER HERZIENING
DER KIEZERSLIJSTEN.**

Ajouter : ART. 54^{bis}. — Le collègue réclamera par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui seront signalées avant le 1^{er} juillet.

Toe te voegen : ART. 54^{bis}. — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 1^{en} Juli aangeduid.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collègue réclamera à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Article premier.

Le Code électoral est modifié et complété comme il suit :

Articles modifiés : 57, 64 litt. A et B, 66, 67, alinéa 1^{er}, 68, alinéa 3, 70, alinéa 1^{er}, 75, 77, alinéa 1^{er}, 79, 81, alinéa 1^{er}, 84, alinéa 2, 87, 88, alinéa 1^{er}, 90, 91, 93, alinéa 6, 96, alinéa 1^{er}, 107, alinéa 2, 110, 116, alinéa 2, 141, alinéa 2, 143, 164, 165, alinéa 1^{er}, 174, alinéa 2, 186, 260, alinéa 1^{er}.

Articles nouveaux : 54^{bis}, 57^{bis}, 79^{bis}, et 140^{bis}.

TITRE III.**Des listes électorales.****CHAPITRE 1^{er}.****DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES.**

ART. 54^{bis}. — Le collège réclame par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui sont signalées avant le 30 octobre par tout intéressé ou personne autorisée à exercer l'action populaire.

La demande adressée au collège indique de façon précise les documents à réclamer et l'administration communale à l'intervention de laquelle ils doivent être délivrés.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclame à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

Artikel 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Gewijzigde artikelen : 57, 64, litt. A en B, 66, 67, 1^{ste} lid, 68, 3^{de} lid, 70, 1^{ste} lid, 75, 77, 1^{ste} lid, 79, 81, 1^{ste} lid, 84, 2^{de} lid, 87, 88, 1^{ste} lid, 90, 91, 93, 6^{de} lid, 96, 1^{ste} lid, 107, 2^{de} lid, 110, 116, 2^{de} lid, 141, 2^{de} lid, 143, 164, 165, 1^{ste} lid, 174, 2^{de} lid, 186, 260, 1^{ste} lid.

Nieuwe artikelen : 54^{bis}, 57^{bis}, 79^{bis} en 140^{bis}.

TITEL III.**Van de kiezerlijsten.****HOOFDSTUK I.****VAN DE JAARLIJSCHE HERZIENING DER KIEZERSLIJSTEN.**

ART. 54^{bis}. — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 30^e October aangegeven door elken belanghebbende of persoon gemachtigd de volksactie uit te oefenen.

De tot het college gerichte aanvraag duidt op nauwkeurige wijze de te vragen stukken aan, alsmede het gemeentebestuur door welks tusschenkomst zij moeten afgegeven worden.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Texte de la proposition de loi.
—Tekst van het wetsvoorstel.
—

Ajouter : ART. 57^{bis}. — Les administrations communales transmettront aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

Toe te voegen : ART. 57^{bis}. — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 57. — Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre ne peut être maintenu, en vertu de l'article 55, sur la liste électorale de la commune qu'il a quittée, *s'il ne justifie soit avoir fait, avant son départ, à l'administration communale de son ancienne résidence la déclaration de transfert, soit avoir réclamé à l'administration de sa résidence nouvelle son inscription aux registres de la population, dans le mois de son transfert et en précisant la date où celui-ci aura été opéré.*

L'acquisition du domicile électoral nouveau remonte dans *le premier cas* au jour où l'intéressé a fait sa déclaration à l'administration communale de son ancienne résidence, *et dans le second à la date déclarée du transfert.*

Les dates en sont mentionnées aux registres de population *des deux communes* et dans les récépissés que les fonctionnaires chargés de ce service sont tenus de délivrer au déclarant.

ART. 57^{bis}. — Les administrations communales transmettent aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

D'autre part l'administration communale du nouveau domicile transmet à celle où l'électeur peut être maintenu un avis mentionnant les impositions pour lesquelles il se trouve cotisé ou un certificat négatif.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 57. — Hij, die zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, kan slechts, krachtens artikel 55, op de kiezerslijst der gemeente, die hij verlaten heeft, behouden worden, indien hij *niet bewijst hetzij dat hij, vóór zijn vertrek, bij het gemeentebestuur zijner vorige verblijfplaats zijne aangifte van woonverandering doet, hetzij dat hij, binnen de maand na deze aangifte, bij het bestuur zijner nieuwe verblijfplaats zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft aangevraagd, met opgifte van den juisten dag waarop de woonverandering geschiedde.*

Het verwerven van de nieuwe kieswoonplaats werkt in *het eerste* geval terug tot den dag waarop de belanghebbende zijne aangifte bij het gemeentebestuur zijner vorige verblijfplaats heeft gedaan *en, in het tweede geval, tot den opgegeven datum der woonstverandering.*

De datums ervan worden vermeld op de bevolkingsregisters van *beide gemeenten* en op de ontvangstbewijzen die de ambtenaren, met dezen dienst belast, gehouden zijn den aangever af te leveren.

ART. 57^{bis}. — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Anderdeels, zendt het gemeentebestuur van de nieuwe woonplaats aan de gemeente waar de kiezer behouden wordt, een bericht vermeldende de belastingen waarvoor hij is aangeslagen ofwel een negatief getuigschrift.

Texte de la proposition de loi.

ART. 64. — Litt. A. Remplacer la date du 1^{er} juin par celle du 15 mai.

Litt. B. — Rédiger comme suit :

Les receveurs de l'enregistrement au plus tard le 15 juillet de chaque année aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés enregistrées depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

ART. 64 E. — Ajouter *in fine* : Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 64. — Litt. A. Den datum : « 1 Juni » te vervangen door den datum : « 15 Mei ».

Litt. B. — Te doen luiden als volgt :

De ontvangers der registratie, ten laatste den 15ⁿ Juli van ieder jaar, aan de colleges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, geregistreerd sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

ART. 64 E. — Aan 't slot toe te voegen : De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 64. — Les litt. A et B sont modifiés comme suit :

Litt. A. — La date du 1^{er} juin est remplacée par celle du 15 mai.

Litt. B. — Les receveurs de l'enregistrement et des droits de succession au plus tard le 15 juillet de chaque année aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés résultant d'actes entre vifs ou après décès depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Ce relevé désigne les noms et prénoms des propriétaires précédents et des propriétaires actuels, la consistance des biens, les articles de la matrice cadastrale, ainsi que les sections et numéros, lorsque la mutation ne comprend pas la totalité des biens inscrits à ces articles ⁽¹⁾.

Litt. E. — La disposition suivante est ajoutée à la suite du litt. E :

Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

ART. 66. — Le n° 8 suivant est ajouté à cet article.

8° *Tout fonctionnaire public, dépositaire de minutes, registres ou autres documents de nature à établir le droit électoral, les extraits requis des dits minutes, registres ou documents.*

(1) La finale de cet alinéa, savoir : « il n'indique pour chaque commune que les noms des parties qui y sont domiciliées », est supprimée.

ART. 64. — De litt. A en B worden gewijzigd als volgt :

Litt. A. — De datum : « 1 Juni » wordt vervangen door den datum : « 15 Mei ».

Litt. B. — De ontvangers der registratie en der erfenisrechten, ten laatste den 15^e Juli van ieder jaar, aan de colleges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, voortvloeiende uit akten onder levenden of na overlijden, sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Die opgave duidt de namen en voornamen aan van de voorgaande en van de tegenwoordige eigenaars, den toestand der goederen, de artikels uit den kadastralen ligger, alsmede de secties en nummers, wanneer de overgang niet al de onder die artikels vermelde goederen betreft ⁽¹⁾.

Litt. E. — De navolgende bepaling wordt aan litt. E als slotalinea toegevoegd :

De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

ART. 66. — Aan dit artikel wordt het volgende n° 8 toegevoegd :

8° *Elk openbare ambtenaar, bewaarder van minuten, registers of andere bescheiden van aard om het kiesrecht te vestigen : de gevorderde extracten uit die minuten, registers of bescheiden.*

(1) Het slot van dit artikel, luidende : « Zij geeft, voor iedere gemeente, alleen de namen op van de belanghebbenden die er hunne woonplaats hebben », vervalt.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel

ART. 68. — Ajouter au paragraphe 3 :
Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

ART. 75. — Ajouter au paragraphe 2 :
Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 1^{er} juillet, conformément à l'article 54.

ART. 68. — Aan het 3^{de} lid het volgende toe te voegen : In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar eene andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

ART. 75. — Een 2^{de} lid toe te voegen :
Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 1 Juli, overeenkomstig artikel 54.

Texte proposé par la Commission.

Les personnes reprises ci-dessus sont également tenues de délivrer, le cas échéant, des certificats constatant l'absence sur les listes, rôles, ou dans les registres, pièces et minutes, des mentions, actes, titres et pièces dont la copie ou l'extrait leur est demandé.

ART. 67. — L'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

Les fonctionnaires à qui des pièces sont demandées pour servir en matière électorale sont tenus de les délivrer dans les trois jours francs.

Le demandeur est, à défaut de récépissé, autorisé à établir par témoins la date de la demande.

ART. 68. — La disposition suivante est ajoutée à l'alinéa 3 :

Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

ART. 70. — Le 1^{er} alinéa est modifié comme il suit :

Immédiatement après réception des listes électorales provisoires ou définitives, le commissaire d'arrondissement

ART. 75. — Un alinéa 2 ainsi conçu est ajouté à cet article :

Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 30 octobre, conformément à l'article 54.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Bovenvermelde personen zijn insgelijks gehouden om, bij voorkomend geval, getuigschriften af te geven, vaststellende de niet-aanwezigheid op de lijsten, de rollen of in de registers, stukken en minuten, van de vermeldingen, akten, titels en stukken waarvan het afschrift of het uittreksel hun gevraagd wordt.

ART. 67. — Het 1^{ste} lid wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De ambtenaren aan wie stukken worden gevraagd, moetende dienen in kieszaken, zijn verplicht deze af te leveren binnen drie volle dagen.

De aanvrager mag, bij gebrek van ontvangbewijs, bij getuigen vaststellen op welken datum hij de aanvraag heeft gedaan.

ART. 68. — De volgende bepaling wordt aan het 3^{de} lid toegevoegd :

In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar een andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

ART. 70. — Het 1^{ste} lid wordt gewijzigd als volgt :

Onmiddellijk na ontvangst van de voorloopige of voorgoed vastgestelde kiezerslijsten, maakt de arrondissements-commissaris...

ART. 75. — Aan dit artikel wordt een 2^{de} lid toegevoegd, luidende :

Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 30 October, overeenkomstig artikel 54.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 77. — Ajouter au paragraphe 1, après les mots « avocats et mandataires » : ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96, s'ils se présentent.

ART. 77. — Na de woorden : « advocaten en gelastigden », in het 1° lid, het volgende toe te voegen : alsmede degenen, die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, zoo ze zich aanbieden.

ART. 79. — Remplacer dans les alinéas 1 et 3, « trois jours » par « cinq jours ».

ART. 79. — In de alinea's 1 en 3, de woorden : « drie dagen » te vervangen door de woorden : « vijf dagen ».

Ajouter : ART. 79^{bis}. — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 91 et 96.

Toe te voegen : ART. 79^{bis}. — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 91 en 96.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 77. — L'alinéa 1^{er} est modifié comme il suit :

Le 25 novembre au plus tard, les collèges des bourgmestre et échevins doivent statuer sur toutes les réclamations, en séance publique sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu s'ils se présentent, les parties, leurs avocats et mandataires ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96.

ART. 79. — Le rôle des réclamations introduites à chacune des séances du collège des bourgmestre et échevins ou des sections, et celui des affaires remises sont affichés, au moins *cinq jours* d'avance, au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre inspection et copie.

Le rôle indique le lieu, le jour et l'heure de la séance.

Il en est délivré et envoyé copie par le secrétaire communal, au prix de 50 centimes par exemplaire, et au moins *cinq jours* avant la séance, à toute personne qui en fait la demande au plus tard le 31 août.

ART. 79^{bis}. — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 91 et 96.

ART. 81. — Alinéa 1^{er}. — Les listes sont définitivement clôturées le 25 novembre

ART. 77. — Het 1^{ste} lid wordt gewijzigd als volgt :

Uiterlijk op 25 November moeten de colleges van burgemeester en schepenen, in openbare zitting, op verslag van een lid van het college en na te hebben gehoord, zoo ze zich aanbieden, de partijen, hare advocaten en gelastigden, alsmede degenen die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, uitspraak doen over al de aanvragen.

ART. 79. — De rol der aanvragen welke bij iedere zitting van het college van burgemeester en schepenen of der afdeelingen worden ingeleid, alsmede die van de uitgestelde zaken, worden ten minste *vijf dagen* vooraf uitgehangen in het secretariaat der gemeente, waar iedereen er inzage en afschrift kan van nemen.

De rol vermeldt de plaats, den dag en het uur van de zitting.

Daarvan wordt kopie afgeleverd en verzonden door den gemeentesecretaris, tegen 50 centiemen per afschrift, en ten minste *vijf dagen* vóór de zitting, aan alwie het vraagt, uiterlijk op 31 Augustus.

ART. 79^{bis}. — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 91 en 96.

ART. 81. — 1^{ste} lid. — De lijsten worden voorgoed gesloten op 25 November

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 84. — Ajouter au paragraphe 2 :

ART. 84. — Toe te voegen aan § 2 :

Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les titres qui les justifient seront mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux paragraphes ci-dessus, il appartient...

Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende gedeelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande paragrafen, behoort de...

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 84. — L'alinéa 2 est complété comme suit :

Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les titres qui les justifient sont mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux alinéas ci-dessus, il appartient à l'électeur inscrit, dont les droits sont contestés, de justifier de la quotité renseignée à la liste électorale.

Les administrations communales sont tenues de laisser prendre communication de ce registre par les intéressés ou personnes qualifiées pour exercer l'action publique.

A ces fins elles indiquent un jour par semaine pendant la période du 1^{er} mai au 31 août et trois jours par semaine pendant le restant de l'année.

Les copies certifiées des titres ou certificats transcrits au registre ont la même valeur de preuve que les originaux.

ART. 87. — Le 30 novembre au plus tard, l'administration communale envoie au commissaire d'arrondissement deux exemplaires des listes définitives, le relevé des mutations visé à l'article 64, litt. B, et les dossiers de toutes les demandes tendant à l'inscription ou à la radiation d'un électeur, à l'augmentation ou à la réduction du nombre de ses votes.

Une copie de la décision intervenue est jointe à chaque dossier, ainsi que

ART. 84. — Het 2^{de} lid wordt aangevuld als volgt :

Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende gedeelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande alineas, behoort de ingeschreven kiezer, wiens rechten betwist worden, het bewijs in te brengen van het op de kiezerslijst vermelde bedrag.

De gemeentebesturen zijn gehouden van dat register kennis te laten nemen door de belanghebbenden of de personen die bevoegd zijn de volksactie uit te oefenen.

Te dien einde bepalen zij een dag per week, gedurende het tijdperk gaande van 1 Mei tot 31 Augustus, en 3 dagen per week gedurende het overige van het jaar.

De voor echt verklaarde afschriften van de in het register overgeschreven titels of getuigschriften hebben dezelfde bewijskracht als de oorspronkelijke stukken.

ART. 87. — Uiterlijk op 30 November stuurt het gemeentebestuur aan den arrondissements-commissaris twee exemplaren van de bepaald vastgestelde lijsten, de opgave der overgangen van eigendom bedoeld in artikel 64 letter B en de dossiers van al aanyragen tot inschrijving of schrapping van eenen kiezer, tot vermeerdering of vermindering zijner stemmen.

Bij ieder dossier wordt eene kopie gevoegd van de genomen beslissing,

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

CHAPITRE II

DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

ART. 90. — Rédiger comme suit :
Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

ART. 91. — Ajouter *in fine* : ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

HOOFDSTUK II

VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

ART. 90. — Te doen luiden als volgt :
Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het Beroepshof van 't rechtsgebied.

ART. 91. — Aan 't slot toe te voegen : of tegen elke verkeerde aanwijzing van namen, voornamen, beroep of woning.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

les pièces et documents qu'elle aura été invitée à réclamer par application de l'article 54^{bis}.

binevens de stukken en bescheiden die men haar verzocht te vragen door toepassing van artikel 54^{bis}.

ART. 88. — Alinéa 1^{er}. — L'administration communale est tenue de délivrer des exemplaires ou copies des listes électorales dès le 31 août, s'il s'agit des listes provisoires, dès le 30 novembre, s'il s'agit des listes supplémentaires, à toute personne qui en a fait la demande au plus tard le 1^{er} juillet.

ART. 88. — 1^{ste} lid. — Het gemeentebestuur is verplicht exemplaren of afschriften van de kiezerslijsten af te leveren te rekenen van 31 Augustus, indien het voorloopige lijsten geldt, en te rekenen van 30 November, zoo het aanvullende lijsten betreft, dit aan iedereen persoon die de aanvraag daartoe doet uiterlijk op 1 Juli.

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

ART. 90. — Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

ART. 90. — Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het Beroepshof van 't rechtsgebied.

ART. 91. — Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, dans l'arrondissement où il a sa résidence habituelle, exercer, sous les conditions indiquées à l'article précédent, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs ou contre les attributions ou omissions d'attribution de votes supplémentaires ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

ART. 91. — Ieder persoon, die de burgerlijke en politieke rechten geniet, mag, in het arrondissement waar hij zijn gewoon verblijf heeft, onder de voorwaarden vermeld in 't voorgaande artikel, zijn verhaal nemen tegen de inschrijvingen, schrappingen of weglatingen van namen van kiezers of tegen de toekenning of verzuim van toekenning van bijkomende stemmen of tegen alle onnauwkeurige aanwijzingen in de namen, de voornamen, het beroep of de woning.

Texte de la proposition de loi.

—

Tekst van het wetsvoorstel.

—

Texte proposé par la Commission.

ART. 93. — Alinéa 6. — Toutefois, s'il s'agit d'une demande tendant à l'inscription d'un électeur ou à l'augmentation du nombre de ses votes, déjà formulée devant le collège des bourgmestre et échevins, le requérant et cet électeur lui-même ne peuvent joindre à la requête d'autres pièces nouvelles, indépendamment des conclusions, que les pièces et documents que l'administration communale n'aurait point réclamées ou produites en conformité des articles 54^{bis} et 87, les extraits documents dont la production devant l'administration communale n'est pas requise aux termes de l'article 75, ainsi que les extraits des arrêts de la Cour d'appel visés à l'article 50.

ART. 96. — Alinéa 1^{er}. — Tout citoyen jouissant des droits civils et politiques a le droit d'intervenir dans les contestations tendant à l'inscription d'électeurs ou à l'indication de conditions nouvelles d'attribution de votes supplémentaires, à la radiation ou à la réduction du nombre de votes, relatives aux listes de l'arrondissement où il est domicilié ou de l'un de ceux qui s'y trouvent réunis pour les élections législatives.

ART. 107. — Alinéa 2. — Les avocats peuvent signer les conclusions et les pourvois en cassation, assister aux enquêtes et plaider sans avoir à justifier d'un mandat.

ART. 110. — La disposition suivante est insérée entre les alinéas 3 et 4 :

En outre, les parties peuvent dans leurs

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 93. — 6^{de} lid. — Nochtans, wanneer het eene aanvraag betreft tot inschrijving van eenen kiezer of tot vermeerdering van 't getal zijner stemmen, reeds gedaan bij het college van burgemeester en schepenen, mogen de aanzoeker en die kiezer zelf bij het rekwest geene andere nieuwe stukken voegen, buiten de conclusiën, dan de stukken, en bescheiden, die het gemeentebestuur niet zou hebben gevraagd of overgelegd naar luid van de artikelen 54^{bis} en 87, de uittreksels uit de stukken welker overlegging voor het gemeentebestuur niet vereischt wordt naar luid van artikel 75, alsmede de uittreksels der arresten van het Beroepshof bedoeld in artikel 50.

ART. 96. — 1^{ste} lid. — Iedere persoon, die de burgerlijke en staatkundige rechten geniet, heeft het recht tusschen te komen in de betwistingen strekkende tot inschrijving van kiezers of tot aanduiding van nieuwe voorwaarden die bijkomende stemmen verleen. tot schrapping of tot vermindering van het getal stemmen, wanneer ze betrekking hebben op de lijsten van het arrondissement waar hij zijne woonplaats heeft of van een der arrondissementen die er op vereenigd staan voor de Kamerverkiezingen.

ART. 107. — 2^{de} lid. — De advocaten mogen de conclusiën en de voorzieningen in cassatie onderteekenen, de getuigenverhooren bijwonen en pleiten zonder te moeten bewijzen dat zij daarmede belast werden.

ART. 110. — De volgende bepaling wordt tusschen het 3^{de} en het 4^{de} lid ingevoegd :

Daarenboven mogen partijen in hare

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

TITRE IV.

TITEL IV.

Des collèges électoraux.

Van de Kiescolleges.

Ajouter : Art. 140^{bis}. — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettront au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettront au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

Toe te voegen : Art. 140^{bis}. — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, ter uitvoering van artikel 64 E, medege-deeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

De arrondissements-commissaris doet aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Texte proposé par la Commission.

conclusions désigner un mandataire au nom et au domicile duquel ces informations doivent être également adressées dans le même délai.

ART. 116. — Alinéa 2. — Les mots : « quinze jours » sont remplacés par les mots « vingt jours ».

TITRE IV.

Des collèges électoraux.

ART. 140^{bis}. — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettent au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettent au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

besluitschriften een gemachtigde aanwijzen op wiens naam en aan wiens woonplaats de kennisgevingen insgelijks en binnen denzelfden termijn moeten gestuurd worden.

ART. 116. — 2^{de} lid. — De woorden : « vijftien dagen » worden vervangen door de woorden : « twintig dagen ».

TITEL IV.

Van de kiescolleges.

ART. 140^{bis}. — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aangebelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, ter uitvoering van artikel 64 E, medegedeeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

De arrondissements-commissaris doet aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Texte de la proposition de loi.

ART. 141. — Ajouter au paragraphe 2 :
Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

ART. 143. — Rédiger comme suit :
Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

TITRE V.

Des opérations électorales.

ART. 164. — Ajouter *in fine* : La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

ART. 165. — Ajouter au paragraphe 1 : Ils ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 177, 186

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 141. — Aan het 2^{de} lid toe te voegen : Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

ART. 143. — Het te doen luiden als volgt : In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrede-rechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

TITEL V.

Van de kiesverrichtingen.

ART. 164. — Aan 't slot toe te voegen : De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

ART. 165. — Aan het 1^{ste} lid toe te voegen : Zij hebben het recht de omslagen, waarvan sprake is in de arti-

Texte proposé par la Commission.

ART. 141. — L'alinéa 2 est complété comme suit :

Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

ART. 143. — Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

TITRE V.

Des opérations électorales.

ART. 164. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

ART. 165. — L'alinéa 1^{er} est complété comme il suit :

Ils ont le droit de cacheter les enve-

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 141. — Het 2^{de} lid wordt aangevuld als volgt :

Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

ART. 143. — In de gemeenten, die arrondissements- of kantonschouffplaatzen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

TITEL V

Van de kiesverrichtingen.

ART. 164. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

ART. 165. — Het 1^{ste} lid wordt aldus aangevuld :

Zij hebben het recht de omslagen,

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

kelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

Ajouter : Art. 169^{bis}. — Le président du bureau principal constatera en un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

Toe te voegen : Art. 169^{bis}. — De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt, in een bij het proces-verbaal van het bureel gevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur toegezonden, 't getal stembriefjes die bij het afdrukken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en 't getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

Art. 174. — Rédiger le paragraphe 2 : Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, devra déterminer ou modifier la place où le timbre sera apposé; cette demande pourra être formulée tant au commencement qu'au cours des opérations.

Art. 174. — Het 2^e lid te doen luiden als volgt : Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureel moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt; deze aanvraag kan worden gedaan zoowel bij den aanvang als gedurende den loop der kiesverrichtingen.

Art. 186. — Ajouter *in fine* : Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé § 2.

Art. 186. — Aan 't slot toe te voegen : De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

TITRE VI.

TITEL VI.

Des pénalités.

Strafbepalingen.

Art. 210^{bis}. — Seront punis d'une amende de 26 à 2,000 francs : tout membre d'un collège échevinal, tout

Art. 210^{bis}. — Worden gestraft met eene boete van 26 tot 2,000 frank : elk lid van een schepencollege, elke gemeen-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

loppes indiquées aux articles 177, 186 et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

(La Commission propose de supprimer l'article 169^{bis} ci-contre.)

ART. 174. — Alinéa 2. — Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, doit déterminer ou modifier la place où le timbre est apposé; cette demande *ne peut être* formulée *qu'au* commencement des opérations.

ART. 186. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé § 2.

(La Commission propose de supprimer l'article 210^{bis} ci contre.)

waarvan sprake is in de artikelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

(Door de Commissie wordt voorgesteld het hiernevens staande artikel 169^{bis} te doen wegvallen.)

ART. 174. — 2^{de} lid. — Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureau moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt; deze aanvraag kan *slechts* bij den aanvang der kiesverrichtingen worden gedaan.

ART. 186. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureau in 't openbaar afgeroepen.

(Door de Commissie wordt voorgesteld het hiernevens staande artikel 210^{bis} te doen wegvallen.)

Texte de la proposition de loi.

secrétaire communal ou employé d'une administration communale qui aura frauduleusement :

Omis d'inscrire ou indûment maintenu sur le registre de la population les personnes qui ont fait régulièrement les déclarations prévues par la loi du 2 juin 1856 et par les arrêtés qui en assurent l'exécution, ou inscrit sur ce registre des mentions fausses ;

Omis d'inscrire ou inscrit un ou plusieurs noms sur les listes dressées en exécution de l'article 54^{bis} ou porté sur ces listes des mentions différentes de celles du registre de la population ;

Omis d'inscrire, ou inscrit ou indûment maintenu sur les listes électorales provisoires ou supplémentaires soit les noms d'électeurs, soit des mentions de nature à modifier leur capacité électorale, contrairement aux indications du registre de la population ou des documents qui leur sont remis en vue de la formation de ces listes.

Le jugement pourra, en outre, interdire l'exercice des droits de vote et d'éligibilité pendant un terme de deux à huit ans.

TITRE XI.

Représentation proportionnelle.

ART. 260. — Rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} : Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables ; il mentionne ensuite pour cha-

Tekst van het wetsvoorstel.

tesecretaris of beambte van een gemeentebestuur die, bedrieglijk :

Heeft verzuimd in te schrijven of wederrechtelijk heeft behouden op het bevolkingsregister de personen die regelmatig aflegden de verklaringen voorzien bij de wet van 2 Juni 1856 en bij de besluiten die daarvan de uitvoering verzekeren, of in dit register valsche vermeldingen heeft opgeteekend ;

Heeft verzuimd in te schrijven of heeft ingeschreven een of meer namen op de lijsten, ter uitvoering van artikel 54^{bis} opgemaakt, of op deze lijsten vermeldingen heeft opgeteekend verschillend van die voorkomende in het bevolkingsregister ;

Heeft verzuimd in te schrijven, heeft ingeschreven of wederrechtelijk behouden op de voorloopige of bijkomende kiezerslijsten hetzij de namen van kiezers, hetzij vermeldingen van aard om hunne kiesbevoegdheid te wijzigen in strijd met de aanwijzingen voorkomende in het bevolkingsregister of in stukken hun afgegeven tot opmaking der lijsten.

Het vonnis kan bovendien uitspreken het verbod 't stemrecht uit te oefenen en te worden gekozen gedurende een termijn van twee tot acht jaren.

TITEL XI.

Evenredige vertegenwoordiging.

ART. 260. — Het 1^{ste} lid te doen luiden als volgt : De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen ; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 260. — Alinéa 1^{er}. — Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables; il mentionne ensuite pour chacune des listes, classées dans

ART. 260. — 1^{ste} lid. — De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar rangnummer geschikt, het getal

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

cune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

rangnummer geschikt, het getal stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Art. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

Art. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

Art. 3.

L'article 4, paragraphe 2, de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

Art. 3.

Artikel 4, § 2, der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 143 du Code électoral et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

In de gemeenten worden de bureelen der afdelingen voorgezeten, in geregelde volgorde, door de personen vermeld in artikel 143 van het Kieswetboek en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

Art. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la loi du 12 septembre 1895 :

Il ne pourra être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins seront recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 4.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 der wet van 12 September 1895 :

Tot het nazicht der kiesbriefjes mag niet worden overgegaan tenzij in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit kracht van artikel 166 van het Kieswetboek of zoo dezen behoorlijk zijn opgeroepen ; de omslagen bevattende de briefjes worden in hunne tegenwoordigheid en door hunne tussenkomst opnieuw verzegeld.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Art. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

Art. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

Art. 3.

L'article 4, alinéa 2, de la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales est modifié comme suit :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 143 du Code électoral et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

Art. 3.

Artikel 4, 2^e lid, der wet van 12 September 1895 betreffende de verkiezingen voor de gemeente wordt gewijzigd als volgt :

In de gemeenten worden de bureelen der afdelingen voorgezeten, in geregelde volgorde, door de personen vermeld in artikel 143 van het Kieswetboek en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

Art. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la même loi :

Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral, *et au cas de refus ou empêchement de ceux-ci d'un témoin désigné par les candidats en leur remplacement*, ou ceux-ci dûment appelés; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 4.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 derzelfde wet :

Tot het nazien van de stembriefjes mag alleen worden overgegaan in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit krachte van artikel 166 van het Kieswetboek en, *ingeval dezen weigeren of verhinderd zijn, van een getuige door de kandidaten aangewezen te hunner verranging* of dezen behoorlijk opgeroepen; de omslagen, die de briefjes bevatten, worden opnieuw gezegeld en door hunne tussehenkomst.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1898
est modifié comme suit :

Le président du bureau principal
désigne, parmi les électeurs du canton
jouissant du triple vote, les présidents
des bureaux dont la présidence n'appar-
tient pas à l'une des personnes indiquées
au dit article 143; il désigne...

Art. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1898
wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureel
wijst, onder de kiezers van het kanton,
die drie stemmen mogen uitbrengen, de
voorzitters aan van de bureelen welker
voorzitterschap niet behoort aan een
der personen in genoemd artikel 143
opgegeven; hij wijst aan...

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1898 relative aux élections provinciales est modifié comme suit :

Le président du bureau principal désigne, parmi les électeurs du canton jouissant du triple vote, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des personnes indiquées au dit article 143; il désigne...

Art. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1898 betreffende de verkiezingen voor de provincie wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureau wijst, onder de kiezers van het kanton, die drie stemmen mogen uitbrengen, de voorzitters aan van de bureelen welke voorzitterschap niet behoort aan een der personen in genoemd artikel 143 opgegeven; hij wijst aan...

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 DECEMBER 1908.

**Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen der kieswetten betreffende
het opmaken der kiezerslijsten en de kiesverrichtingen ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel uitgaande van de heeren Meehelynck en medeleden strekt om de wijze, waarop het kiesrecht wordt uitgeoefend, te verbeteren.

Al de middelen waarover hij beschikt, dient de wetgever in 't werk te stellen opdat niemand door list zou kunnen doordringen tot in onze beraadslagende vergaderingen. Blijkt uit de ervaring dat er hier en daar scheuren ontstaan in de muren die ze omgeven, dan is het noodig uit te zien naar de beste bouwstoffen om ze steviger te maken; deze moeten dan ook zoo spoedig mogelijk worden gebruikt.

Daags na de verkiezingen — de tijd gedurende welken ongelukkige pleiters hunne rechters mogen verwenschen — kan het de overwonnelingen voorzeker eenigen troost schenken, hunne neerlaag toe te schrijven aan bedrog en kuiperijen vanwege hunne tegenstrevers. Doch de hoofdzaak is, dat deze klachten niet mogen steunen op een vermoeden van gegrondheid, uitgaande van een onvolmaakt kiesstelsel. 't Mag niet zijn, dat er verdenking oprijst tegen de wettigheid van het mandaat in zijn oorsprong; te dien einde moeten de kieswetten worden gesteld buiten het bereik van de vervalschers.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 98 (zittingsjaar 1907-1908).

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren BERTRAND, LEFEBVRE, MELOT, POULLET, VANDEWALLE, VERHAEGEN en WAUWERMANS.

De toekomst, de kracht eener politieke partij moet steunen op het propagandewerk en op de onbaatzuchtigheid van hen die in hare gelederen strijden, op hun vertrouwen in en hunne trouw aan haar programma, op de rechtvaardigheid van hare zaak, van hare eischen.

Ons parlementair stelsel kan enkel blijven bestaan wanneer de strijd onder de kandidaten eerlijk wordt gevoerd, wanneer de beraadslaging onder de verkozenen berust op waardigheid en onderlingen eerbied.

Voordat dit programma verwezenlijkt wordt, zal er ongetwijfeld evenveel tijd verlopen als voordat de door l'abbé de Saint-Pierre gedroomde wereldvrede het menschdom vereenigen zal. Zou dat evenwel kunnen gelden als eene reden om de taak niet voort te zetten, alsof men een droombeeld wilde najagen?

Moet men doodeenvoudig de verwenschingen herhalen van hen die uitvaren tegen de politiek en tegen onze parlementaire instellingen :

« O politiek, wat haat ik u !

» Ik haat u, omdat ge onbeschoft, onrechtvaardig, haatdragend, lawijtmakend, babbelzuchtig zijt;

» Omdat ge vijand van kunst, van arbeid zijt ;

» Omdat ge dient tot dekmantel voor alle gekheden, alle heerschzucht, alle luiheid ;

» Blind en driftig, zaait ge tweedracht onder brave lieden, geschapen om vereenigd te zijn; integendeel vereenigt gij schepsels die volkomen van elkander verschillen.

» Gij zijt de groote ontbinder van het geweten, gij maakt gewend aan logen, aan bedrog; door uw toedoen worden eerlijke lieden bevriend met schelmen, zoo ze maar behooren tot dezelfde partij. »

Toch niet : men moet trachten daartegen in te gaan, onzen strijd waardiger te maken, vechtersbazen en bronnenvergiftigers uit de partijen te weren.

Evenals er een wetboek van de oorlogswetten bestaat, waarbij het gebruik van sommige wapenen wordt verboden, moeten wij het wetboek van den kiesstrijd zooniet in 't leven roepen, dan toch gestadig aanvullen.

Daarom heeft de wetgever ten allen tijde getracht de vrijheid van den kiezer en de regelmatigheid der kiesverrichtingen beter te waarborgen.

Leden der Kamer bleven niet te kort aan deze taak en trachtten die waarborgen te vermeerderen.

De door de Commissie onderzochte voorstellen gaan uit van deze gestadige bezorgdheid. Ongetwijfeld moesten zij een gunstig onthaal vinden.

Bij de Kamer werden reeds voorstellen ingediend door den heer Rens ⁽¹⁾.

Men deed de Commissie opmerken dat, aangezien de twee voorstellen

(1) Zittingsjaar 1906-1907, *Stukken der Kamer*, n^o 87 en 135.

met elkander in nauw verband staan, ze dienden gezamenlijk onderzocht te worden; zoo ook eischen de regelen eener goede rechtsbedeeling dat zaken, waarin dezelfde belangen zijn betrokken, onafgescheiden blijven.

Om het werk nog beter aan te vullen, wat betreft de bepalingen onderworpen aan deze Commissie oordeelde zij raadzaam er eenige nieuwe teksten aan toe te voegen en de haar onderworpen teksten te verduidelijken; op die wijze wenschte zij zich aan te sluiten bij het haar voorgelegde werk en er aan mede te helpen.

De voorgestelde wijzigingen bedoelen zaken van ondergeschikt, gering belang en behoeven maar weinige uitleggingen; alleen de toegevoegde bepalingen dienen te worden verklaard. Voor het ontwerp van de heeren Meehelynek en medeleden is dezes toelichting de uitlegging en tevens de beste staving.

De practische wijze om de werkzaamheden der Commissie samen te vatten schijnt te zijn een onderzoek artikel na artikel, dezelfde orde volgend, die ook de orde èn van het wetboek èn van het ontwerp is.

Dat doen we dan ook.

Van de kiezerslijsten.

ART. 54.

De kiezerslijsten moeten opgemaakt worden door de gemeentebesturen. Van de hun opgelegde waakzaamheid of onpartijdigheid mogen zij niet afwijken onder voorwendsel dat de belanghebbenden in hunne plaats zullen optreden en het werk tot inschrijving of tot herziening, dat aan die besturen is opgedragen, zullen verrichten. Zij zelve moeten alle opzoekingen doen, alle stukken bijeenbrengen. Daartoe bezitten zij bijzonder gemak.

Thans vragen sommige besturen ambtshalve alle noodige inlichtingen en stukken. Dit gebruik behoort te worden bekrachtigd als eene verplichting die men niet meer betwisten kan.

De Commissie was van oordeel dat de verplichtingen, waarvan het beginsel gereedelijk was aangenomen, niet mochten beperkt worden tot het tijdsverloop welk een einde neemt op 1 Juli.

De 1^e Juli is de datum waarop de herziening van de lijsten door het College aanvangt. Doch, krachtens artikel 93 mogen de belanghebbenden hunne bezwaarschriften indienen tot 31 October; de herziening wordt dan voortgezet tot einde November.

Waarom zouden dus de belanghebbenden, die -- wanneer de lijsten ter inzage zijn nedergelegd naar luid van artikel 69 -- een verzuim vaststellen dat zij niet vóór 31 Juli konden voorzien, ook op dat oogenblik geen gebruik kunnen maken van het recht, gehuldigd in artikel 54^{bis}?

Het geldt hier de terechtwijzing van eene dwaling of van een verzuim dat hun niet toerekenbaar is en waarvan zij de gevolgen niet moeten onderstaan.

Derhalve stelde de Commissie voor, den datum van 31 Juli te vervangen door dien van 30 October.

Gedurende dien tijd moeten de gemeentebesturen de stukken opeischen, die hun worden opgegeven door de belanghebbenden — daaronder wordt verstaan al wie gerechtigd is om de volksactie uit te oefenen — tot inschrijving of tot verhooging van het getal stemmen.

Het spreekt vanzelf dat de vraag duidelijk moet opgesteld worden; dat hij die voordeel zal trekken uit deze opzoekingen, behoeft aan te duiden waar zij moeten geschieden.

Daartoe strekken de amendementen, voorgesteld door de Bijzondere Commissie.

De tekst voorziet nochtans niet de vragen tot algeheele of gedeeltelijke schrapping.

ART. 57 en 57^{bis}.

Deze artikelen regelen den toestand der kiezers die hunne woonplaats overbrengen van de eene gemeente naar eene andere.

De bestaande tekst van artikel 57 gaf aanleiding tot betwisting. Hij huldigt eene gunst: het behouden van een kiezer op de lijsten eener gemeente waar hij zijne woonplaats niet meer heeft. Naar luid van artikel 57, — zoo men het verklaart volgens de voorbereidende werkzaamheden (Ver-gadering van 4 April 1894, *Handelingen*, blz. 949), — zou die gunst enkel verleend zijn aan de burgers die zich stipt gedroegen aan het besluit van 31 October 1866, gewijzigd door dit van 30 December 1900, op het houden van de bevolkingsregisters.

Welm, deze besluiten (evenals overigens de kieswet) eischen beide, in hun artikel 7, twee gansch onderscheiden handelingen:

1^o *Vóór* zijn vertrek, moet de ingezetene zich aanmelden bij het bestuur der gemeente die hij denkt te verlaten (art. 7);

2^o Binnen veertien dagen (de kieswet zegt binnen eene maand), moet een bezoek worden gebracht aan het bestuur der plaats waar de ingezetene zich wil vestigen.

Men mag staande houden dat deze voorschriften nooit worden nagekomen: ofwel doet de kiezer volstrekt geene aangifte, ofwel, zoo hij zijne gemeente heeft verlaten, zal hij schriftelijk vragen dat de verandering van verblijfplaats worde vastgesteld, ofwel zal hij zich eenvoudig begeven bij het bestuur der gemeente waar hij ging wonen, en dan doet deze de vraag.

Soms ook stelt het bestuur der verlaten gemeente of dit der gemeente die men gaat bewonen, het feit rechtstreeks vast en doet ambtshalve het noodige.

Geen van die personen kan het voordeel van artikel 57 genieten.

Nochtans mag men in algemeenen regel zeggen dat elke kiezer, die

wordt geschrapt van het bevolkingsregister om 't even op welke wijze, gedurende een jaar behouden wordt op de kiezerslijsten der gemeente, welke hij niet meer bewoont, en vaak wordt ingeschreven op de lijsten der gemeente waar hij zich heeft gevestigd.

Hoe kan men dien toestand verhelpen?

Ongetwijfeld hadde men de strenge bepaling kunnen verduidelijken en voorschrijven dat de kiezer het bewijs zou moeten leveren dat hij voldeed aan deze twee vereischten :

1° Aangifte vóór zijn vertrek ;

2° Aangifte binnen eene maand na zijne aankomst.

Insgelijks kon men de verklaring, gegeven door het arrest van het Hof van Cassatie den 18ⁿ Juli 1906, in eene bepaling bekrachtigen en beslissen dat het volstaat de twee vereischte aangiften te doen binnen eene maand na de verandering.

De Commissie oordeelde dat eene van beide aangiften moest volstaan, met verplichting, voor het gemeentebestuur waar zij werd gedaan, ze over te maken aan de andere.

Deze oplossing wijkt niet af van die welke werden voorzien bij het opmaken van de kieswet. De woorden : « op het oogenblik van zijn vertrek » werden ingelascht om de Regeering in de mogelijkheid te stellen, op de noodig bevonden wijze, zelfs bij koninklijk besluit, de juiste regelen te bepalen, die men zou moeten nakomen opdat de aangifte van woonverandering geldig zijn zou. In het oorspronkelijk ontwerp stond er : « vóór zijn vertrek ». De wijziging werd aangenomen, omdat krachtens dien tekst elke aangifte, gedaan na het vertrek, onwettelijk zou geweest zijn, zelfs indien dergelijke aangifte beter werd bevonden dan de aangifte vóór het vertrek. Om de beste oplossing mogelijk te maken, had de Kamer aan de Regeering volle vrijheid willen laten voor den dag waarop zij het bijhouden van de bevolkingsregisters zou regelen — zooals zij van plan was te doen en zooals zij dan ook deed in 1904.

De wijziging strijdt dus met geen enkel beginsel. Wordt zij aangenomen, dan zal de kiezer enkel het bewijs moeten leveren dat zijne aangifte werd gedaan binnen een van beide tijdsbestekken ; het bezwaar, dat de kiezers hadden om te bewijzen dat hunne aangiften werden gedaan binnen de twee vereischte tijdperken, wordt tevens uit den weg geruimd.

ART. 57^{bis}.

Men diende daarenboven het nazien van de lijsten met het oog op die nieuwe kiezers gemakkelijker te maken. Artikel 57^{bis} verplicht de gemeente, waar de kiezer behouden wordt, daarvan kennis te geven aan de gemeente waar hij zijn nieuw verblijf vestigt. Deze maatregel moet aangevuld worden. Een kiezer, die ophield angeslagen te zijn in de eerste gemeente, kan de bijkomende stem alleen dan behouden wanneer hij aan-

geslagen is in de gemeente waar hij zich gevestigd heeft. De eerste gemeente moet dus verwittigd worden van het behouden of van het verdwijnen van den aanslag. Daartoe werd artikel 57^{bis} aangevuld.

ART. 64.

De Commissie was het eens om zich te vereenigen met het voorstel dat een dubbel doel heeft :

1° De belastingrollen, welke dienen voor het nagaan van de bijkomende stemmen verleend uit hoofde van eene personeele belasting of van een kadastraal inkomen, vijftien dagen vroeger ter inzage te doen nederleggen ;

2° De ontvangers der registratie te verplichten een afschrift van de opgave der overgangen van onroerenden eigendom te doen geworden aan het arrondissementscommissariaat te gelijker tijd als zij daarvan een afschrift zenden aan de colleges van burgemeester en schepenen.

Het voorstel dient echter te worden aangevuld : Naar luid van dit artikel, littera B, duidt de opgave van de overgangen van eigendom, door de ontvangers der registratie te leveren aan de gemeentebesturen, « de namen » en voornamen aan van de voorgaande en van de tegenwoordige » eigenaars, den toestand der goederen, de artikels uit den kadastralen » ligger, alsmede de seetjes en nummers, wanneer de overgang niet al de » onder die artikels vermelde goederen betreft ; zij *geeft, voor iedere* » *gemeente, alleen de namen op* van de belanghebbenden die er hunne » woonplaats hebben. »

Deze beperking treft een aantal artikelen, gering naar evenredigheid van het totaalbedrag, doch belangrijk met het oog op het kiesrecht. Daarvan zijn de gevolgen aanzienlijk, als men nagaat dat, krachtens die beperking, de opgave in eene stad als Brussel of Antwerpen de eigenaars niet vermeldt, welke in een der voorsteden wonen, en dat wederkeerig de opgave in eene voorstad de eigenaars der stad niet vermeldt. Het weglaten van de *namen* dier eigenaars, wanneer al de andere door het artikel vereischte inlichtingen vermeld worden, kan onmogelijk eene vermindering van werk zijn en bijgevolg niet gerechtvaardigd worden ; immers, die opgave moet dienen niet alleen voor de gemeentebesturen, maar ook voor de politieke vereenigingen. (Art. 66, litt. C.)

Daarenboven vermeldt bedoelde opgave enkel de overgangen van eigendom door verkoop, ruiling of veiling ; zij laat de overgangen door sterfgeval of door deeling ter zijde, alhoewel deze overgangen even belangrijk zijn als de andere.

Nochtans, wanneer dit artikel 64 werd aangenomen, lag het wel in de bedoeling der Kamer dat de opgave al de overgangen, uit welken hoofde ook, zou moeten vermelden. (Zie SCHUYVEN, VIII, bl. 317, somm. n° 12 en bl. 319c, n° 12.)

Men zal dus moeten bepalen dat die opgave ook de deelingen en de nalatenschappen moet vermelden. Daarom zal men artikel 64, littera B, doen luiden als volgt : de ontvangers der registratie en der *erfenisrechten*, daar deze *erfenisrechten* in de steden geïnd worden door andere ontvangers dan die der registratie.

ART. 66.

Krachtens artikel 35 der kieswet van 24 Augustus 1883, werd de volgende bepaling toegevoegd aan artikel 18 der samengevoegde kieswetten (dat artikel is geworden het artikel 66 in de kieswet van 12 April 1894) :

« Elke bewaarder van minuten, registers of andere bescheiden waaruit »
 » de kiesbevoegdheid van een ingezetene blijkt : eensluitende extracten uit »
 » die bescheiden. »

In het ontwerp van nieuwe kieswet, door de Regeering ter Kamer overgelegd, is die bepaling de volgende geworden, zijnde n^o 10 van artikel 15 :

« Elke bewaarder van minuten, registers of bescheiden waaruit het »
 » kiesrecht blijkt : de uittreksels uit die bescheiden. »

Op voorstel van de Regeering is dit artikel 15 het huidig artikel 66 geworden. Bij de behandeling van dit artikel, stelde de heer de Moreau voor, dit artikel te doen wegvallen, en sprak als volgt :

« 't Is eene algemeene bepaling die volstrekt alles omvat. Een van tweeën moet gebeuren : ofwel moet men al wat voorgaat, al uwe littera's, al uwe nummers doen wegvallen, en alleen deze slotbepaling handhaven die algemeen is ; ofwel moet men deze slotbepaling doen wegvallen en al de vorige bepalingen, al uwe littera's en al uwe nummers handhaven. »

Zonder verdere opmerkingen werd besloten, n^o 10 te doen wegvallen.

Nu, het is gebleken dat die weggelaten bepaling niet nutteloos was.

Elke opsomming is onvermijdelijk onvolledig en gaat mank aan deze of gene uittaling.

Op talrijke gevallen werd gewezen. Men heeft voorbeelden aangehaald van kwaadwilligheid, dank zij die leemte. Men dient dergelijke feiten te voorkomen.

Anderzijds, wordt door sommige ambtenaren en openbare besturen beweerd dat zij geen negatieve getuigschriften mogen afleveren, omdat artikel 66 die niet vermeldt.

Een kiezer is ingeschreven als geboren in een bepaalde plaats en op een bepaalden datum, maar zijne geboorteakte is niet te vinden. Hoe kan men het vermoeden te niet doen, wanneer men dit negatief getuigschrift, dat stelselmatig door alle griffiën wordt geweigerd, niet kan voorleggen ?

Een kiezer staat ingeschreven met twee bijkomende stemmen uit hoofde van een diploma, eenen titel of een getuigschrift, afgeleverd, geboekt of

gewaarmerkt op een bepaalden datum. Hoe kan men bewijzen dat hij zulks niet bezit, indien de bevoegde overheden weigeren getuigschriften af te leveren, waaruit blijkt dat op dien bepaalden datum, dergelijk diploma, titel of getuigschrift niet werd geboekt, gewaarmerkt of afgeleverd aan den belanghebbende?

Sommige kiezers waren op de lijsten eener gemeente ingeschreven als bewoners van huizen welke zij nooit hadden betrokken; een uittreksel uit de bevolkingsregisters werd gevraagd aan het gemeentebestuur. Dit bestuur antwoordde dat, vermits die kiezer op bewust adres niet ingeschreven was, het hem onmogelijk was het gevraagde getuigschrift af te leveren. Toen werd gevraagd een getuigschrift, vaststellende dat die kiezer niet was ingeschreven met die bepaalde woning; het gevraagde getuigschrift werd geweigerd om reden dat het niet van aard was om *de inschrijving* te doen blijken.

De zaak werd onderworpen aan den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken.

« De wet, zoo luidde zijn antwoord, verplicht de ambtenaren van den
» burgerlijken stand niet, negatieve getuigschriften af te leveren (wanneer
» de wet het vereischt, dan zegt zij zulks uitdrukkelijk : bijvoorbeeld li-
» tera *D* van artikel 66), doch, zijn de naam van den burger en de woning
» duidelijk opgegeven, dan is het weigeren van het negatief getuigschrift
» zeker niet te rechtvaardigen; de opzoekingen zijn immers niet moei-
» lijker dan voor het afleveren van een getuigschrift.

» Doch de kwade wil van den ambtenaar van den burgerlijken stand is
» in dat geval geen onoverkomelijke hinderpaal voor het uitoefenen der
» volksactie.

» Zoo de kiezerslijst, benevens den naam van een burger, eene woning
» vermeldt, welke door hem niet is betrokken, dan volstaat het — arti-
» kel 66, alinea *G in fine*, voorziet het bijzonderlijk — de opgave te vra-
» gen van al de bewoners van het huis (3 centiemen per naam met *ten*
» *hoogste* 20 centiemen), en deze inlichting, waaruit blijkt de onnauwkeu-
» righeid van eene der vermeldingen op de kiezerslijst, heeft voor gevolg,
» den bewijslast te verplaatsen en den burger, wiens recht wordt betwist,
» te verplichten het bewijs te leveren dat hij er de vereischte woonplaats
» heeft (Kieswetboek, art. 83, al. 2). »

Sommige gemeentebesturen, steunende op de wet, waren nochtans van meening dat zij geen gevolg moesten geven aan dergelijke vordering om een volledig uittreksel uit de bevolkingsregisters, en men moet dan ook vaststellen dat een gemeentebestuur een ingebeelden kiezer kan inschrijven met eene uit de lucht gegrepen woning, en dat het onmogelijk is, het bewijs van dat bedrog met stukken te staven. Om dien kiezer te doen schrappen, moet men overgaan tot een langdurig onderzoek.

Is het noodig, insgelijks de aandacht te vestigen op het feit, dat sommige besturen beweren — wel ten onrechte — dat men enkel stukken mag

eischen betreffende de kiezers ingeschreven op de aanvullende lijsten, alhoewel men vóór het Hof de schrapping van elken kiezer vragen mag?

Derhalve zou men twee nieuwe paragrafen moeten toevoegen aan artikel 66, ten einde elken bewaarder van minuten, registers of andere bescheiden, die het kiesrecht vestigen, te verplichten extracten uit die bescheiden af te leveren; daarbij zou uitdrukkelijk worden verklaard dat, indien de gevraagde stukken, uittreksels, akten, minuten of andere bescheiden niet bestaan, de ambtenaren en openbare besturen een getuigschrift moeten afleveren, waaruit dit niet-bestaan blijkt.

Het spreekt van zelf dat, door het invoeren van die bepalingen, de gemeentebesturen zich niet meer zullen kunnen onttrekken aan de verplichting om *volledige* uittreksels uit de bevolkingsregisters af te leveren.

Evenwel mogen die volledige uittreksels enkel de vermeldingen betreffende de bevolking behelzen. Moest er in het register eenige vermelding betreffende veroordeelingen voorkomen, ofwel andere aanwijzingen, vreemd aan het kiesrecht, dan zou het uittreksel die niet mogen vermelden.

ART. 67.

Dit artikel bepaalt dat de ambtenaren en de openbare besturen verplicht zijn, de gevorderde stukken af te leveren binnen vijf dagen. Dat tijdsbestek schijnt zonder bezwaar te mogen verkort worden voor de besturen. 't Is dikwijls gebeurd dat dit tijdsbestek van vijf dagen werkelijk veel langer duurde: Worden de stukken per post gevraagd, dan is over 't algemeen de dag der verzending niet te gelijker tijd die waarop de aanvraag wordt ontvangen. De dag der ontvangst telt niet mede in het tijdsbestek bepaald voor het afleveren van de stukken, evenmin als de dag waarop voldoening wordt geschonken aan de vraag.

Voegt men daarenboven de zon- en feestdagen bij, dan wordt door ambtenaren beweerd dat zij soms beschikken over een tijdsbestek van tien dagen om het vereischte stuk te verzenden.

Dat is klaarblijkelijk in strijd met de bedoeling der wet, en daarom vragen wij dat de vijf dagen zouden verminderd worden tot drie volle dagen.

Er werd insgelijks vastgesteld dat stukken, die aan ambtenaren of besturen werden gevraagd, uit hoofde van hunne nalatigheid te laat toekwamen om binnen de door de wet bepaalde tijdsbestekken ingediend te kunnen worden. Zoo was de aanvrager verplicht — om gebruik te mogen maken van die stukken — het bewijs te leveren dat zijne vraag op behoorlijken tijd werd ingediend. Nu, sommige Hoven van Beroep hebben beslist dat dit bewijs niet kon geleverd worden, tenzij door middel van het ontvangstbewijs waarvan sprake is in artikel 67. Hoe kan de aanvrager bij voorbaat weten dat hij staan zal tegenover den kwaden wil of de nalatigheid van eenen ambtenaar? Hij zou bijgevolg een ontvangstbewijs moeten eischen voor al zijne aanvragen: dat zou, eenerzijds, het werk van den

ambtenaar vermeerderen, anderzijds, tot onnoodige kosten aanleiding geven.

Overigens, wie verzekert dat dit ontvangbewijs bijtijds zal toekomen? Zoo de ambtenaar het afleveren van de stukken uitstelt, zal hij dan ook het zenden van het ontvangbewijs niet vertragen? Men dient dus, door andere middelen dan door dit ontvangbewijs te kunnen bewijzen dat de aanvraag op behoorlijken tijd werd gedaan. Dit bewijs kan enkel worden geleverd door het onderzoek, voorzien bij artikel 109 der kieswet. Daarom stellen wij voor, in dit artikel een lid op te nemen, krachtens hetwelk de aanvrager, indien de aangevraagde stukken hem niet op behoorlijken tijd zijn toegekomen, zal mogen vaststellen bij getuigen dat zijne aanvraag binnen de vereischte tijdsbestekken werd gedaan.

ART. 70.

De arrondissementscommissaris is, krachtens dit artikel, gelast aan den Algemeenen Bestuurder der Thesaurie en aan den Algemeenen Bestuurder der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te doen geworden, dadelijk na de ontvangst van de *voorloopige* lijsten, de opgave van de kiezers die daarop zijn ingeschreven met eene bijkomende stem als eigenaars van eene inschrijving op het Grootboek der Openbare Schuld of van een renteboekje.

Waarom zou de arrondissementscommissaris ook niet hetzelfde doen, wat aangaat de voorgoed vastgestelde lijsten?

ART 73.

De datum van 4 Juli werd vervangen door dien van 30 October, in overeenstemming met eene gelijke wijziging in den tekst van artikel 54^{bis}.

ART. 77, 79, 79^{bis}, 81, 87 en 88.

De in deze artikelen voorgestelde wijzigingen hebben ten doel aan derden toe te laten, tusschen te komen in de bezwaren tegen de voorloopige lijsten aangevoerd bij de schepencolleges, en op die wijze het aantal gevallen van hooger beroep bij de Hoven van Beroep te verminderen.

Hier ook stelde de Commissie er prijs op, de voorgestelde bepalingen aan te vullen.

De tijdsbestekken voor de herziening der lijsten zijn zeer verkort en aanzienlijk is het werk van hen die de taak op zich hebben genomen, de op de lijsten voorkomende vermeldingen na te zien en een heilzame contrôle uit te oefenen.

Het kwam mogelijk voor, den tijd, aan de gemeentebesturen verleend, te verminderen met vijf dagen ten bate van de belanghebbenden. Deze hervorming wordt ingevoerd door de wijzigingen in de artikelen 77, 81, 87 en 88.

ART. 84.

Door de wet zijn de gemeentebesturen verplicht het afschrift van sommige titels of getuigschriften te bewaren in een register. Dat is een praktische maatregel, en het is nuttig dezen aan te vullen, zooals door het ontwerp wordt gedaan.

De titel, waaruit het recht voortspuit, en het aandeel, aan den kiezer toekomende in een onverdeeld kadastraal inkomen, zullen in een bijzonder register vermeld worden; het vermoeden zal bestaan slechts in zoover het recht zal kunnen nagegaan worden door de vermeldingen in dit register. Zóó zullen, in een ruime mate, verdwijnen de bezwaren der contróle, voortspuitende uit het feit dat de inschrijving, op de kiezerslijsten, van een bepaald aandeel in een kadastraal inkomen doet vermoeden dat de kiezer recht heeft op dit aandeel, en hem ontslaat van elken bewijslast.

Doeh, het nut dezer bepaling zou hoogst gering zijn, indien het aan de belanghebbenden wordt ontzegd, deze bron te benuttigen en daarop te wijzen. Men dient dus machtiging te verleen tot het mededeelen van het register, zonder verplaatsing, evenals van de rollen der belastingen, op sommige bepaalde dagen en met grooter gemak gedurende den tijd der herziening.

Men dient daarenboven aan de afschriften dier afschriften dezelfde bewijskracht toe te kennen als aan de oorspronkelijke stukken, en toe te laten dat ze bewijskracht hebben voor het gerecht. Het ware nutteloos de oorspronkelijke stukken te moeten overleggen.

Sommige Hoven meenen nochtans niet de wet in dien zin te mogen toepassen. De nieuwe bepaling zal hun twijfel wegnemen.

ART 87.

Dit artikel, evenals het artikel 93, huldigt eene van de bekrachtigingen der verplichting, door het ontwerp bepaald ten laste van de gemeentebesturen.

Het behoort dat de belanghebbenden kunnen kennis nemen van de stukken, die ten gevolge van hunne aanvragen werden gevorderd, en ze aanwenden als naar rechten. Die stukken moeten dus neergelegd worden op het arrondissementscommissariaat. Zij moeten vereenigd zijn in dossiers, vermits zij betrekking hebben op aanvragen tot inschrijving en kunnen dienen tot grondslag in eischen tot herziening der lijst.

Van het verhaal bij het Hof van Beroep.

ART. 90 en 91.

Dank zij de nieuwe tekstbepalingen kan het beroep ontvankelijk worden verklaard, wanneer het enkel ten doel heeft, de onnauwkeurige aanwijzing

van de woonplaats des kiezers of van zijn naam, voornamen, beroep en woning te verbeteren.

Dergelijke verbeteringen kunnen zeer nuttig zijn.

Het Hof van Cassatie had beslist dat een eisch, met dat doel ingesteld, niet ontvankelijk kon worden verklaard door de Hoven van Beroep.

ART. 93.

Naar luid van artikel 75 kunnen de aanzoekers zich beroepen op de officieele bescheiden die het gemeentebestuur in zijn bezit heeft.

Artikel 54^{bis} verplicht die besturen, sommige stukken aan te vragen; krachtens artikel 87 moeten zij worden gezonden aan het arrondissements-commissariaat.

Nochtans, wanneer het eene aanvraag betreft tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen, reeds gedaan bij het College, mogen er geene andere nieuwe stukken worden bijgevoegd dan de uittreksels uit de bescheiden waarvan de overlegging vóór het College krachtens artikel 75 niet werd vereischt.

Het behoort dat de aanzoeker, die vaststelt dat het Gemeentebestuur de hem opgedragen verplichtingen niet naleefde, in staat wordt gesteld de leemte aan te vullen. Voortaan zal hij dus aan het Hof stukken kunnen onderwerpen, die voor het Gemeentebestuur niet werden overgelegd, doch door het Bestuur zelf moesten overgelegd worden.

ART. 96.

De nieuwe bepaling hebben een dubbel doel :

Het recht om tusschen te komen zal niet meer beperkt zijn tot de gevallen van inschrijving of van vermeerdering van stemmen. Het zal kunnen uitgeoefend worden tot schrapping of tot vermindering van stemmen.

Zij, die tusschenkomen en behooren tot eene kiesomschrijving bestaande uit de vereeniging van verscheiden arrondissementscolleges, zullen in elk arrondissement kunnen tusschenkomen.

ART. 107.

Het is nuttig, de formaliteiten zooveel mogelijk te vereenvoudigen. De advocaat mag de conclusiën onderteekenen zonder te moeten bewijzen dat hij daarmee belast werd : waarom zou men dus het bewijs eischen dat men eene bijzondere opdracht heeft gekregen, wanneer het betreft de voorzieningen in cassatie?

Ook op dat gebied levert de advocaat dezelfde waarborgen op, en men dient niet gansch onnoodige bewijzen te eischen.

ART. 110.

In kieszaken wordt door de belanghebbenden de verdediging van hunne zaak toevertrouwd aan gemachtigden of aan vereenigingen. Moet er worden overgegaan tot een getuigenverhoor, dan gelasten zich deze laatste met het doen van al de daartoe vereischte stappen. De tijdsbestekken zijn zeer kort.

Groote bezwaren kunnen verholpen worden door het nemen van de noodige maatregelen, opdat aan de gemachtigden — zoo de belanghebbenden het verlangen — rechtstreeks kennis worde gegeven van het houden van het getuigenverhoor, alsmede van de feiten waarvan het bewijs is voorgeschreven.

*Van de kiescolleges.*ART. 140^{bis}.

De personen, die zijn beroofd van het recht van stemmen ter uitvoering van de artikelen 20 en 21 van het Kieswetboek, moeten van de stembus verwijderd worden.

Bij de jaarlijksche herziening moet de vrederechter van de kiezerslijsten schrappen al wie is beroofd van het recht van stemmen; het voorgestelde artikel schrijft de maatregelen voor, die dienen te worden genomen opdat de tenuitvoerlegging van de beslissingen, welke sedert de herziening van de voorloopige lijsten werden uitgesproken, bij de verkiezing verzekerd zij.

ART. 143.

De Commissie was van meening dat de rechters der handelsrechtbanken niet onder de voorzitters der bureelen moesten voorkomen vóór de advocaten en de avoués.

Zij zullen tot het voorzittersambt kunnen aangewezen worden, indien zij drie stemmen hebben, doch slechts nadat al de andere opgegeven soorten van personen werden opgeroepen.

Van de kiesverrichtingen.

ART. 164.

Door het Kieswetboek is het optreden van de getuigen beperkt tot de verrichtingen van de kiesbureelen; hun optreden van de eerste verrichtingen af is onontbeerlijk. Men dient na te gaan of de candidaten regelmatig zijn voorgedragen en of de bepalingen betreffende het opmaken van de stembriefjes worden toegepast.

Deze verrichtingen leveren een hoofdbelang op : eene dwaling, eene verkeerde beslissing volstaan om de geheele verkiezing ongeldig te maken, de kiezers te berooven van hun recht tot het voordragen van kandidaten, door eene lijst zonder redenen af te wijzen.

Evenzoo kan eene lijst worden aangenomen, ofschoon zij enkel om de klucht wordt voorgedragen. Er moeten echte vonnissen uitgesproken worden : de openbaarheid van deze kieszitting zal verzekerd zijn door de aanwezigheid van die getuigen.

ART. 165.

Men heeft het recht betwist, dat de getuigen hebben om de omslagen en de bussen, bevattende de stembriefjes, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in het proces-verbaal. Dat recht is nochtans onbetwistbaar. Om voortaan elke betwisting te voorkomen, is het verkieslijk, zooals dit door het ontwerp is voorgesteld, dit recht te bevestigen door eene uitdrukkelijke bepaling.

ART. 169^{bis}, 186 en 260.

Deze bepalingen werden voorgesteld om de regelmatigheid der kiesverrichtingen in ruimere mate te verzekeren en om te kunnen overgaan tot het nazien van het getal gebruikte stembriefjes — art. 169^{bis} — alsmede tot de onmiddellijke contrôle van den uitslag der verkiezing — art. 186 en 260.

De bepaling van artikel 169^{bis} scheen niet practisch uitvoerbaar in de arrondissementen met een groot getal kiezers en waar denzelfden dag twee verkiezingen moeten plaats hebben, eene voor de Kamer en eene voor den Senaat.

Over de bij artikel 174 voorgestelde wijziging werd aangemerkt dat zij tot bedrog aanleiding kon geven, indien de getuige het recht had te vragen, wanneer zekere kiezers zich aanmelden, dat de plaats, waarop het zegel wordt gedrukt, zou worden gewijzigd.

Deze vordering zou dus bij den aanvang der kiesverrichtingen moeten gedaan worden, en aldus zou het bedrag vermeden zijn.

Van de strafbepalingen.

De Commissie was het eens om te erkennen dat het noodig is, de personen, die bedrog mochten gepleegd hebben in het opmaken der kiezerslijsten, te straffen met degelijke en doelmatige straffen.

Is men, in de eerste plaats, wel zeker dat er thans geen wapen bestaat tegen het bedrog bedoeld door den tekst der Commissie?

Valsche verklaringen en het inschrijven van valsche vermeldingen in de bevolkingsregisters kunnen onder de bestaande wetgeving door de straffen tegen schriftvervalsching beteugeld worden. (Vgl. *Corr. Brussel*, 29 Juli 1887. *Pas.* III, 278; Beroep, 1888, bl. 14.)

Doch men wees erop, dat de straffen te zwaar schenen, dat bijgevolg de Parketten aarzelden om de vervolgingen in te stellen en de Hoven van Assisen schuldigverklaringen uit te brengen : de verzachting der strafbepaling zou dus de bestaande, al te groote toegevendheid doen verdwijnen.

Zoo die toegevendheid waarlijk bestaat en wellicht te betreuren is, zou het dan nog geen grooter kwaad zijn de vervolgingen te overdrijven, aan aanklacht en rechterlijk onderzoek bloot te stellen al wie uit hoofde van zijn ambt verplicht is zich bezig te houden met het toezicht over de bevolkingsregisters of met het inzamelen van gegevens tot het opmaken van de kiezerslijsten? « Ik weet zeer wel, — zegde de heer Tesch, Minister van Justitie, tegenover dergelijk voorstel — dat het niet anders kan of men heeft bedrog gepleegd, doch het is thans reeds zoo moeilijk personen te vinden, die zich willen inlaten met gemeentebambten ; bedreigt men hen bovendien met straffen, dan vrees ik wel dat men niemand meer vinden zal. »

Ongetwijfeld is de bewijslast opgedragen aan het Parket, doch dit zal een rechterlijk onderzoek uitlokken en, zoolang dit duurt, zal de schepen of de beambte onder verdenking blijven ; al volgt daarop eene buitenvervolgstelling, dan toch zal dit nog geen eind maken aan de beschuldigingen die door hunne tegenstrevers werden uitgebracht. Wij staan op politiek terrein en daar benevelt de drift zeer dikwijls het geweten ; het is onnoodig, de aanklachten te gemakkelijk en de vervolgingen te talrijk te maken.

Andere leden bestreden het voorstel, omdat deze teksten, die bijzondere misdrijven beteugelen, nader bepaald moesten zijn dan de teksten die aan de Commissie onderworpen waren.

Anderdeels, wanneer de feiten bewezen zijn, kan de beteugeling even streng zijn als bij gewone misdrijven of misdaden.

Met het oog op de gevolgen is het vraagstuk nog gewichtig in een ander opzicht : het opmaken van de kiezerslijsten is niet het werk van elk schepen 't bijzonder, maar van gansch het schepencollege te zamen. Bij de uitspraak over het behouden of schrappen van een ingezetene handelt het college als rechterlijke macht en spreekt het waarlijk een vonnis uit. Kan men de rechterlijke macht toelaten, de redenen na te gaan, die elk lid van het schepencollege tot eene bepaalde beslissing aanzetten, bij het rechtspreken in de uitoefening van zijn ambt? Dient men een bestuurlijk lichaam, waaraan zekere rechterlijke bevoegdheden werden opgedragen, te berooven van de rechten, de voorrechten en den aard die zijn gehecht aan het ambt van rechter, en het tevens te onttrekken aan de straffen die den rechter, den scheidsrechter, den werkrechter, den gezworene treffen, wanneer hij uit politieke vriendschap, haat of drift, eene onrechtmatige beslissing uitbrengt? (NYPELS, *Code pénal*, I, 655. — CHADVEAU et HÉLIE, I, n° 1883.)

De meerderheid van de Commissie meent dus de weglating van die artikelen te mogen voorstellen.

Moest men ze laten behandelen, dan zou eene beraadslaging kunnen ontstaan, die de aanneming van het ontwerp op de lange baan zou schuiven.

Van de verkiezingen voor de gemeente en de provincie.

De laatste artikelen brengen de provincie- en gemeentekieswetten in verband met de wijzigingen, die in de kieswet voor de Kamers werden gebracht.

Het artikel verlengt het optreden van de getuigen gedurende het nazicht der verkiezingen voor de gemeente, doordien het dit optreden voorschrijft, telkens als er overgegaan wordt tot een onderzoek der stembriefjes.

Het bleek dat de candidaat het recht moest hebben, eenen bijzonder bepaalden getuige te stellen in de plaats van den eerst aangewezen getuige, wanneer het geldt de bijzonder gewichtige en kiesche verrichtingen van het nazicht der betwiste stembriefjes.

Besluiten.

De Commissie stelt aan de Kamer voor, het gewijzigde wetsvoorstel aan te nemen, waarin zij de voornaamste hervormingen, die eene onmiddellijke oplossing schijnen te vereischen, door aanvullende teksten vervat heeft.

Het is onbetwistbaar dat men zonder veel moeite andere artikelen onzer kieswetten zou kunnen ontdekken, die voor verbetering vatbaar zijn; even gemakkelijk zou men, bij deze gelegenheid, lange beschouwingen kunnen in 't midden brengen over al wat van verre of van nabij in verband staat met onze politieke inrichting, en de meest uiteenlopende besprekingen uitlokken.

Niet alleen zouden deze laatste scherp zijn zonder het minste nut op te leveren, doch erger nog, zij zouden de aanneming van de nieuwe wet noodeloos doen uitstellen.

Uit de beraadslagingen der Commissie, waarbij alle denkwijzen vertegenwoordigd waren en die aanleiding hebben gegeven tot teksten in gemeen overleg bepaald, blijkt, dat het gemakkelijk is goed werk te maken en tot een besluit te komen... als men maar niet te veel in eens wil omvatten.

Wij naderen een kiestijdperk dat door de nieuwe bepalingen geregeld zou moeten worden : te dien einde heeft men wellicht het recht van de Kamer meer — en beter — te verwachten dan woorden en redevoeringen : namelijk, *daan en stemningen...*

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
VICT. VAN DE WALLE.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Article premier

Le Code électoral est modifié comme suit :

Artikel 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

TITRE III.**Des listes électorales.****CHAPITRE 1^{er}.****DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES
ÉLECTORALES.**

Ajouter : ART. 54^{bis}. — Le collège réclamera par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui seront signalées avant le 4^{er} juillet.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclamera à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

TITEL III.**Van de kiezerslijsten.****HOOFDSTUK I.****VAN DE JAARLIJKSCHE HERZIENING
DER KIEZERSLIJSTEN.**

Toe te voegen : ART. 54^{bis}. — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 1^o Juli aangeduid.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Article premier.

Le Code électoral est modifié et complété comme il suit :

Articles modifiés : 57, 64 litt. A et B, 66, 67, alinéa 1^{er}, 68, alinéa 3, 70, alinéa 1^{er}, 75, 77, alinéa 1^{er}, 79, 81, alinéa 1^{er}, 84, alinéa 2, 87, 88, alinéa 1^{er}, 90, 91, 93, alinéa 6, 96, alinéa 1^{er}, 107, alinéa 2, 110, 116, alinéa 2, 141, alinéa 2, 143, 164, 165, alinéa 1^{er}, 174, alinéa 2, 186, 260, alinéa 1^{er}.

Articles nouveaux : 54^{bis}, 57^{bis}, 79^{bis}, et 140^{bis}.

TITRE III.**Des listes électorales.****CHAPITRE I^{er}.****DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES.**

ART. 54^{bis}. — Le collège réclame par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui sont signalées avant le 30 octobre par tout intéressé ou personne autorisée à exercer l'action populaire.

La demande adressée au collège indique de façon précise les documents à réclamer et l'administration communale à l'intervention de laquelle ils doivent être délivrés.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclame à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

Artikel 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Gewijzigde artikelen : 57, 64, litt. A en B, 66, 67, 1^{ste} lid, 68, 3^{de} lid, 70, 1^{ste} lid, 75, 77, 1^{ste} lid, 79, 81, 1^{ste} lid, 84, 2^{de} lid, 87, 88, 1^{ste} lid, 90, 91, 93, 6^{de} lid, 96, 1^{ste} lid, 107, 2^{de} lid, 110, 116, 2^{de} lid, 141, 2^{de} lid, 143, 164, 165, 1^{ste} lid, 174, 2^{de} lid, 186, 260, 1^{ste} lid.

Nieuwe artikelen : 54^{bis}, 57^{bis}, 79^{bis} en 140^{bis}.

TITEL III.**Van de kiezerslijsten.****HOOFDSTUK I.****VAN DE JAARLIJSCHER HERZIENING DER KIEZERSLIJSTEN.**

ART. 54^{bis}. — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 30^{en} October aangegeven door elken belanghebbende of persoon gemachtigd de volksactie uit te oefenen.

De tot het college gerichte aanvraag duidt op nauwkeurige wijze de te vragen stukken aan, alsmede het gemeentebestuur door welks tusschenkomst zij moeten afgegeven worden.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzake van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Texte de la proposition de loi.
—Tekst van het wetsvoorstel.
—

Ajouter : ART. 57^{bis}. — Les administrations communales transmettront aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

Toe te voegen : ART. 57^{bis}. — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 57. — Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre ne peut être maintenu, en vertu de l'article 55, sur la liste électorale de la commune qu'il a quittée, *s'il ne justifie soit avoir fait, avant son départ, à l'administration communale de son ancienne résidence la déclaration de transfert, soit avoir réclamé à l'administration de sa résidence nouvelle son inscription aux registres de la population, dans le mois de son transfert et en précisant la date où celui-ci aura été opéré.*

L'acquisition du domicile électoral nouveau remonte dans *le premier cas* au jour où l'intéressé a fait sa déclaration à l'administration communale de son ancienne résidence, *et dans le second à la date déclarée du transfert.*

Les dates en sont mentionnées aux registres de population *des deux communes* et dans les récépissés que les fonctionnaires chargés de ce service sont tenus de délivrer au déclarant.

ART. 57^{bis}. — Les administrations communales transmettent aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

D'autre part l'administration communale du nouveau domicile transmet à celle où l'électeur peut être maintenu un avis mentionnant les impositions pour lesquelles il se trouve cotisé ou un certificat négatif.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 57. — Hij, die zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, kan slechts, krachtens artikel 55, op de kiezerslijst der gemeente, die hij verlaten heeft, behouden worden, indien hij *niet bewijst hetzij dat hij, vóór zijn vertrek, bij het gemeentebestuur zijner vorige verblijfplaats zijne aangifte van woonverandering doet, hetzij dat hij, binnen de maand na deze aangifte, bij het bestuur zijner nieuwe verblijfplaats zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft aangevraagd, met opgifte van den juisten dag waarop de woonverandering geschiedde.*

Het verwerven van de nieuwe kieswoonplaats werkt in *het eerste* geval terug tot den dag waarop de belanghebbende zijne aangifte bij het gemeentebestuur zijner vorige verblijfplaats heeft gedaan en, in *het tweede* geval, tot den opgegeven datum der woonstverandering.

De datums ervan worden vermeld op de bevolkingsregisters van *beide gemeenten* en op de ontvangstbewijzen die de ambtenaren, met dezen dienst belast, gehouden zijn den aangever af te leveren.

ART. 57^{bis}. — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Anderdeels, zendt het gemeentebestuur van de nieuwe woonplaats aan de gemeente waar de kiezer behouden wordt, een bericht vermeldende de belastingen waarvoor hij is aangeslagen ofwel een negatief getuigschrift.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Art. 64. — Litt. A. Remplacer la date du 1^{er} juin par celle du 15 mai.

Litt. B. — Rédiger comme suit :

Les receveurs de l'enregistrement au plus tard le 15 juillet de chaque année aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés enregistrées depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Art. 64 E. — Ajouter *in fine* : Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

Art. 64. — Litt. A. Den datum : « 1 Juni » te vervangen door den datum : « 15 Mei ».

Litt. B. — Te doen luiden als volgt :

De ontvangers der registratie, ten laatste den 15^{en} Juli van ieder jaar, aan de colleges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, geregistreerd sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Art. 64 E. — Aan 't slot toe te voegen : De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 64. — Les litt. A et B sont modifiés comme suit :

Litt. A. — La date du 1^{er} juin est remplacée par celle du 15 mai.

Litt. B. — Les receveurs de l'enregistrement *et des droits de succession* au plus tard le 15 juillet de chaque année aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés *résultant d'actes entre vifs ou après décès* depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Ce relevé désigne les noms et prénoms des propriétaires précédents et des propriétaires actuels, la consistance des biens, les articles de la matrice cadastrale, ainsi que les sections et numéros, lorsque la mutation ne comprend pas la totalité des biens inscrits à ces articles ⁽¹⁾.

Litt. E. — La disposition suivante est ajoutée à la suite du litt. E :

Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

ART. 66. — Le n° 8 suivant est ajouté à cet article.

8° *Tout fonctionnaire public, dépositaire de minutes, registres ou autres documents de nature à établir le droit électoral, les extraits requis des dits minutes, registres ou documents.*

(1) La finale de cet alinéa, savoir : « il n'indique pour chaque commune que les noms des parties qui y sont domiciliées », est supprimée.

ART. 64. — De litt. A en B worden gewijzigd als volgt :

Litt. A. — De datum : « 1 Juni » wordt vervangen door den datum : « 15 Mei ».

Litt. B. — De ontvangers der registratie *en der erfenisrechten*, ten laatste den 15^e Juli van ieder jaar, aan de colleges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, *voortvloeiende uit akten onder levenden of na overlijden*, sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Die opgave duidt de namen en voornamen aan van de voorgaande en van de tegenwoordige eigenaars, den toestand der goederen, de artikels uit den kadastralen ligger, alsmede de secties en nummers, wanneer de overgang niet al de onder die artikels vermelde goederen betreft ⁽¹⁾.

Litt. E. — De navolgende bepaling wordt aan litt. E als slotalinea toegevoegd :

De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

ART. 66. — Aan dit artikel wordt het volgende n° 8 toegevoegd :

8° *Elk openbare ambtenaar, bewaarder van minuten, registers of andere bescheiden van aard om het kiesrecht te vestigen : de gevorderde extracten uit die minuten, registers of bescheiden.*

(1) Het slot van dit artikel, luidende : « Zij geeft, voor iedere gemeente, alleen de namen op van de belanghebbenden die er hunne woonplaats hebben », vervalt.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel

ART. 68. — Ajouter au paragraphe 3 :
Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

ART. 75. — Ajouter au paragraphe 2 :
Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 1^{er} juillet, conformément à l'article 54.

ART. 68. — Aan het 3^{de} lid het volgende toe te voegen : In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar eene andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

ART. 75. — Een 2^{de} lid toe te voegen :
Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 1 Juli, overeenkomstig artikel 54.

Texte proposé par la Commission.

Les personnes reprises ci-dessus sont également tenues de délivrer, le cas échéant, des certificats constatant l'absence sur les listes, rôles, ou dans les registres, pièces et minutes, des mentions, actes, titres et pièces dont la copie ou l'extrait leur est demandé.

ART. 67. — L'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

Les fonctionnaires à qui des pièces sont demandées pour servir en matière électorale sont tenus de les délivrer dans les trois jours francs.

Le demandeur est, à défaut de récépissé, autorisé à établir par témoins la date de la demande.

ART. 68. — La disposition suivante est ajoutée à l'alinéa 3 :

Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

ART. 70. — Le 1^{er} alinéa est modifié comme il suit :

Immédiatement après réception des listes électorales provisoires ou définitives, le commissaire d'arrondissement

ART. 75. — Un alinéa 2 ainsi conçu est ajouté à cet article :

Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 30 octobre, conformément à l'article 54.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Bovenvermelde personen zijn insgelijks gehouden om, bij voorkomend geval, getuigschriften af te geven, vaststellende de niet-aanwezigheid op de lijsten, de rollen of in de registers, stukken en minuten, van de vermeldingen, akten, titels en stukken waarvan het afschrift of het uittreksel hun gevraagd wordt.

ART. 67. — Het 1^{ste} lid wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De ambtenaren aan wie stukken worden gevraagd, moettende dienen in kieszaken, zijn verplicht deze af te leveren binnen drie volle dagen.

De aanvrager mag, bij gebrek van ontvangbewijs, bij getuigen vaststellen op welken datum hij de aanvraag heeft gedaan.

ART. 68. — De volgende bepaling wordt aan het 3^{de} lid toegevoegd :

In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar een andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

ART. 70. — Het 1^{ste} lid wordt gewijzigd als volgt :

Onmiddellijk na ontvangst van de voorloopige of voorgoed vastgestelde kiezerslijsten, maakt de arrondissements-commissaris...

ART. 75. — Aan dit artikel wordt een 2^{de} lid toegevoegd, luidende :

Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 30 October, overeenkomstig artikel 54.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 77. — Ajouter au paragraphe 1, après les mots « avocats et mandataires » : ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96, s'ils se présentent.

ART. 77. — Na de woorden : « advocaten en gelastigden », in het 1^e lid, het volgende toe te voegen : alsmede degenen, die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, zoo ze zich aanbieden.

ART. 79. — Remplacer dans les alinéas 1 et 3, « trois jours » par « cinq jours ».

ART. 79. — In de alinea's 1 en 3, de woorden : « drie dagen » te vervangen door de woorden : « vijf dagen ».

Ajouter : ART. 79^{bis}. — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 91 et 96.

Toe te voegen : ART. 79^{bis}. — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 91 en 96.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 77. — L'alinéa 1^{er} est modifié comme il suit :

Le 25 novembre au plus tard, les collèges des bourgmestre et échevins doivent statuer sur toutes les réclamations, en séance publique sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu s'ils se présentent, les parties, leurs avocats et mandataires ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96.

ART. 79. — Le rôle des réclamations introduites à chacune des séances du collège des bourgmestre et échevins ou des sections, et celui des affaires remises sont affichés, au moins *cinq jours* d'avance, au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre inspection et copie.

Le rôle indique le lieu, le jour et l'heure de la séance.

Il en est délivré et envoyé copie par le secrétaire communal, au prix de 50 centimes par exemplaire, et au moins *cinq jours* avant la séance, à toute personne qui en fait la demande au plus tard le 31 août.

ART. 79^{bis}. — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 94 et 96.

ART. 81. — Alinéa 1^{er}. — Les listes sont définitivement clôturées le 25 *novembre*

ART. 77. — Het 1^{ste} lid wordt gewijzigd als volgt :

Uiterlijk op 25 November moeten de colleges van burgemeester en schepenen, in openbare zitting, op verslag van een lid van het college en na te hebben gehoord, zoo ze zich aanbieden, de partijen, hare advocaten en gelastigden, alsmede degenen die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, uitspraak doen over al de aanvragen.

ART. 79. — De rol der aanvragen welke bij iedere zitting van het college van burgemeester en schepenen of der afdeelingen worden ingeleid, alsmede die van de uitgestelde zaken, worden ten minste *vijf dagen* vooraf uitgehangen in het secretariaat der gemeente, waar iedereen er inzage en afschrift kan van nemen.

De rol vermeldt de plaats, den dag en het uur van de zitting.

Daarvan wordt kopie afgeleverd en verzonden door den gemeentesecretaris, tegen 50 centiemen per afschrift, en ten minste *vijf dagen* vóór de zitting, aan alwie het vraagt, uiterlijk op 31 Augustus.

ART. 79^{bis}. — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 94 en 96.

ART. 81. — 1^{ste} lid. — De lijsten worden voorgoed gesloten op 25 *November*

Texte de la proposition de loi.

ART. 84. — Ajouter au paragraphe 2 :

Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les titres qui les justifient seront mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux paragraphes ci-dessus, il appartient...

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 84. — Toe te voegen aan § 2 :

Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende gedeelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande paragrafen, behoort de...

Texte proposé par la Commission.

ART. 84. — L'alinéa 2 est complété comme suit :

Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les titres qui les justifient sont mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux alinéas ci-dessus, il appartient à l'électeur inscrit, dont les droits sont contestés, de justifier de la quotité renseignée à la liste électorale.

Les administrations communales sont tenues de laisser prendre communication de ce registre par les intéressés ou personnes qualifiées pour exercer l'action publique.

A ces fins elles indiquent un jour par semaine pendant la période du 1^{er} mai au 31 août et trois jours par semaine pendant le restant de l'année.

Les copies certifiées des titres ou certificats transcrits au registre ont la même valeur de preuve que les originaux.

ART. 87. — Le 30 novembre au plus tard, l'administration communale envoie au commissaire d'arrondissement deux exemplaires des listes définitives, le relevé des mutations visé à l'article 64, litt. B, et les dossiers de toutes les demandes tendant à l'inscription ou à la radiation d'un électeur, à l'augmentation ou à la réduction du nombre de ses votes.

Une copie de la décision intervenue est jointe à chaque dossier, ainsi que

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 84. — Het 2^{de} lid wordt aangevuld als volgt :

Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende gedeelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande alinea's, behoort de ingeschreven kiezer, wiens rechten betwist worden, het bewijs in te brengen van het op de kiezerslijst vermelde bedrag.

De gemeentebesturen zijn gehouden van dat register kennis te laten nemen door de belanghebbenden of de personen die bevoegd zijn de volksactie uit te oefenen.

Te dien einde bepalen zij een dag per week, gedurende het tijdperk gaande van 1 Mei tot 31 Augustus, en 3 dagen per week gedurende het overige van het jaar.

De voor echt verklaarde afschriften van de in het register overgeschreven titels of getuigschriften hebben dezelfde bewijskracht als de oorspronkelijke stukken.

ART. 87. — Uiterlijk op 30 November stuurt het gemeentebestuur aan den arrondissements-commissaris twee exemplaren van de bepaald vastgestelde lijsten, de opgave der overgangen van eigendom bedoeld in artikel 64 letter B en de dossiers van al aanvragen tot inschrijving of schrapping van eenen kiezer, tot vermeerdering of vermindering zijner stemmen.

Bij ieder dossier wordt eene kopie gevoegd van de genomen beslissing,

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

CHAPITRE II

HOOFDSTUK II

DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

ART. 90. — Rédiger comme suit :
Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

ART. 91. — Ajouter *in fine* : ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

ART. 90. — Te doen luiden als volgt :
Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het Beroepshof van 't rechtsgebied.

ART. 91. — Aan 't slot toe te voegen : of tegen elke verkeerde aanwijzing van namen, voornamen, beroep of woning.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

les pièces et documents qu'elle aura été invitée à réclamer par application de l'article 54^{bis}.

binevens de stukken en bescheiden die men haar verzocht te vragen door toe passing van artikel 54^{bis}.

ART. 88. — Alinéa 1^{er}. — L'administration communale est tenue de délivrer des exemplaires ou copies des listes électorales dès le 31 août, s'il s'agit des listes provisoires, dès le 30 novembre, s'il s'agit des listes supplémentaires, à toute personne qui en a fait la demande au plus tard le 1^{er} juillet.

ART. 88. — 1^{ste} lid. — Het gemeentebestuur is verplicht exemplaren of afschriften van de kiezerslijsten af te leveren te rekenen van 31 Augustus, indien het voorloopige lijsten geldt, en te rekenen van 30 November, zoo het aanvullende lijsten betreft, dit aan iederen persoon die de aanvraag daartoe doet uiterlijk op 1 Juli.

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

ART. 90. — Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

ART. 90. — Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het Beroepshof van 't rechtsgebied.

ART. 91. — Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, dans l'arrondissement où il a sa résidence habituelle, exercer, sous les conditions indiquées à l'article précédent, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs ou contre les attributions ou omissions d'attribution de votes supplémentaires ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

ART. 91. — Ieder persoon, die de burgerlijke en politieke rechten geniet, mag, in het arrondissement waar hij zijn gewoon verblijf heeft, onder de voorwaarden vermeld in 't voorgaande artikel, zijn verhaal nemen tegen de inschrijvingen, schrappingen of weglatingen van namen van kiezers of tegen de toekenning of verzuim van toekenning van bijkomende stemmen of tegen alle onnauwkeurige aanwijzingen in de namen, de voornamen, het beroep of de woning.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Texte proposé par la Commission.

ART. 93. — Alinéa 6. — Toutefois, s'il s'agit d'une demande tendant à l'inscription d'un électeur ou à l'augmentation du nombre de ses votes, déjà formulée devant le collège des bourgmestre et échevins, le requérant et cet électeur lui-même ne peuvent joindre à la requête d'autres pièces nouvelles, indépendamment des conclusions, que les pièces et documents que l'administration communale n'aurait point réclamées ou produites en conformité des articles 54^{bis} et 87, les extraits documents dont la production devant l'administration communale n'est pas requise aux termes de l'article 75, ainsi que les extraits des arrêts de la Cour d'appel visés à l'article 50.

ART. 96. — Alinéa 1^{er}. — Tout citoyen jouissant des droits civils et politiques a le droit d'intervenir dans les contestations tendant à l'inscription d'électeurs ou à l'indication de conditions nouvelles d'attribution de votes supplémentaires, à la radiation ou à la réduction du nombre de votes, relatives aux listes de l'arrondissement où il est domicilié ou de l'un de ceux qui s'y trouvent réunis pour les élections législatives.

ART. 107. — Alinéa 2. — Les avocats peuvent signer les conclusions et les pourvois en cassation, assister aux enquêtes et plaider sans avoir à justifier d'un mandat.

ART. 110. — La disposition suivante est insérée entre les alinéas 3 et 4 :

En outre, les parties peuvent dans leurs

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 93. — 6^{de} lid. — Nochtans, wanneer het eene aanvraag betreft tot inschrijving van eenen kiezer of tot vermeerdering van 't getal zijner stemmen, reeds gedaan bij het college van burgemeester en schepenen, mogen de aanzoeker en die kiezer zelf bij het rekwest geene andere nieuwe stukken voegen, buiten de conclusiën, dan de stukken, en bescheiden, die het gemeentebestuur niet zou hebben gevraagd of overgelegd naar luid van de artikelen 54^{bis} en 87, de uittreksels uit de stukken welker overlegging voor het gemeentebestuur niet vereischt wordt naar luid van artikel 75, alsmede de uittreksels der arresten van het Beroepshof bedoeld in artikel 50.

ART. 96. — 1^{ste} lid. — Iedere persoon, die de burgerlijke en staatkundige rechten geniet, heeft het recht tusschen te komen in de betwistingen strekkende tot inschrijving van kiezers of tot aanduiding van nieuwe voorwaarden die bijkomende stemmen verleenen, tot schrapping of tot vermindering van het getal stemmen, wanneer ze betrekking hebben op de lijsten van het arrondissement waar hij zijne woonplaats heeft of van een der arrondissementen die er op vereenigd staan voor de Kamerverkiezingen.

ART. 107. — 2^{de} lid. — De advocaten mogen de conclusiën en de voorzieningen in cassatie onderteekenen, de getuigenverhooren bijwonen en pleiten zonder te moeten bewijzen dat zij daarmede belast werden.

ART. 110. — De volgende bepaling wordt tusschen het 3^{de} en het 4^{de} lid ingevoegd :

Daarenboven mogen partijen in hare

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

TITRE IV.

TITEL IV.

Des collèges électoraux.

Van de Kiescolleges.

Ajouter : ART. 140^{bis}. — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettront au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettront au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

Toe te voegen : ART. 140^{bis}. — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, ter uitvoering van artikel 64 E, medege-deeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

De arrondissements-commissaris doet aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

conclusions désigner un mandataire au nom et au domicile duquel ces informations doivent être également adressées dans le même délai.

besluitschriften een gemachtigde aanwijzen op wiens naam en aan wiens woonplaats de kennisgevingen insgelijks en binnen denzelfden termijn moeten gestuurd worden.

ART. 116. — Alinéa 2. — Les mots : « quinze jours » sont remplacés par les mots « vingt jours ».

ART. 116. — 2^{de} lid. — De woorden : « vijftien dagen » worden vervangen door de woorden : « twintig dagen ».

TITRE IV.

TITEL IV.

Des collèges électoraux.

Van de Kiescolleges.

ART. 140^{bis}. — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettent au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

ART. 140^{bis}. — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, ter uitvoering van artikel 64 E, medegedeeld nadat de lijsten zijn gesloten.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettent au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

De arrondissements-commissaris doet aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Texte de la proposition de loi.

Art. 141. — Ajouter au paragraphe 2: Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

Art. 143. — Rédiger comme suit : Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

TITRE V.

Des opérations électorales.

Art. 164. — Ajouter *in fine* : La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

Art. 165. — Ajouter au paragraphe 1 : Ils ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 177, 186

Tekst van het wetsvoorstel.

Art. 141. — Aan het 2^e lid toe te voegen : Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

Art. 143. — Het te doen luiden als volgt : In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrede-rechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

TITEL V.

Van de kiesverrichtingen.

Art. 164. — Aan 't slot toe te voegen : De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

Art. 165. — Aan het 1^{ste} lid toe te voegen : Zij hebben het recht de omslagen, waarvan sprake is in de arti-

Texte proposé par la Commission.

ART. 141. — L'alinéa 2 est complété comme suit :

Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

ART. 143. — Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

TITRE V.

Des opérations électorales.

ART. 164. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

ART. 165. — L'alinéa 1^{er} est complété comme il suit :

Ils ont le droit de cacheter les enve-

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 141. — Het 2^{de} lid wordt aangevuld als volgt :

Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

ART. 143. — In de gemeenten, die arrondissements- of kantonschouffplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

TITEL V

Van de kiesverrichtingen.

ART. 164. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

ART. 165. — Het 1^{ste} lid wordt aldus aangevuld :

Zij hebben het recht de omslagen,

Texte de la proposition de loi.

et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

Ajouter : ART. 169^{bis}. — Le président du bureau principal constatera en un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

ART. 174. — Rédiger le paragraphe 2 : Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, devra déterminer ou modifier la place où le timbre sera apposé; cette demande pourra être formulée tant au commencement qu'au cours des opérations.

ART. 186. — Ajouter *in fine* : Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé. § 2.

TITRE VI.

Des pénalités.

ART. 240^{bis}. — Seront punis d'une amende de 26 à 2,000 francs : tout membre d'un collège échevinal, tout

Tekst van het wetsvoorstel.

kelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

Toe te voegen : ART. 169^{bi}. — De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt, in een bij het proces-verbaal van het bureel gevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur toegezonden, 't getal stembriefjes die bij het afdrukken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en 't getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

ART. 174. — Het 2^{de} lid te doen luiden als volgt : Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureel moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt; deze aanvraag kan worden gedaan zoowel bij den aanvang als gedurende den loop der kiesverrichtingen.

ART. 186. — Aan 't slot toe te voegen : De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

TITEL VI.

Strafbepalingen.

ART. 240^{bis}. — Worden gestraft met eene boete van 26 tot 2,000 frank : elk lid van een schepencollege, elke gemeen-

Texte proposé par la Commission.

lottes indiquées aux articles 177, 186 et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

(La Commission propose de supprimer l'article 169^{bis} ci-contre.)

ART. 174. — Alinéa 2. — Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, doit déterminer ou modifier la place où le timbre est apposé; cette demande *ne peut être* formulée *qu'au commencement* des opérations.

ART. 186. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé § 2.

(La Commission propose de supprimer l'article 210^{bis} ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

waarvan sprake is in de artikelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

(Door de Commissie wordt voorgesteld het hiernevens staande artikel 169^{bis} te doen wegvallen.)

ART. 174. — 2^{de} lid. — Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureel moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt; deze aanvraag kan *slechts* bij den aanvang der kiesverrichtingen worden gedaan.

ART. 186. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

(Door de Commissie wordt voorgesteld het hiernevens staande artikel 210^{bis} te doen wegvallen.)

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

secrétaire communal ou employé d'une administration communale qui aura frauduleusement :

Omis d'inscrire ou indûment maintenu sur le registre de la population les personnes qui ont fait régulièrement les déclarations prévues par la loi du 2 juin 1856 et par les arrêtés qui en assurent l'exécution, ou inscrit sur ce registre des mentions fausses ;

Omis d'inscrire ou inscrit un ou plusieurs noms sur les listes dressées en exécution de l'article 54^{bis} ou porté sur ces listes des mentions différentes de celles du registre de la population ;

Omis d'inscrire, ou inscrit ou indûment maintenu sur les listes électorales provisoires ou supplémentaires soit les noms d'électeurs, soit des mentions de nature à modifier leur capacité électorale, contrairement aux indications du registre de la population ou des documents qui leur sont remis en vue de la formation de ces listes.

Le jugement pourra, en outre, interdire l'exercice des droits de vote et d'éligibilité pendant un terme de deux à huit ans.

TITRE XI.

Représentation proportionnelle.

ART. 260. — Rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} : Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables ; il mentionne ensuite pour cha-

tesecretaris of beambte van een gemeentebestuur die, bedrieglijk :

Heeft verzuimd in te schrijven of wederrechtelijk heeft behouden op het bevolkingsregister de personen die regelmatig aflegden de verklaringen voorzien bij de wet van 2 Juni 1856 en bij de besluiten die daarvan de uitvoering verzekeren, of in dit register valsche vermeldingen heeft opgeteekend ;

Heeft verzuimd in te schrijven of heeft ingeschreven een of meer namen op de lijsten, ter uitvoering van artikel 54^{bis} opgemaakt, of op deze lijsten vermeldingen heeft opgeteekend verschillend van die voorkomende in het bevolkingsregister ;

Heeft verzuimd in te schrijven, heeft ingeschreven of wederrechtelijk behouden op de voorloopige of bijkomende kiezerslijsten hetzij de namen van kiezers, hetzij vermeldingen van aard om hunne kiesbevoegdheid te wijzigen in strijd met de aanwijzingen voorkomende in het bevolkingsregister of in stukken hun afgegeven tot opmaking der lijsten.

Het vonnis kan bovendien uitspreken het verbod 't stemrecht uit te oefenen en te worden gekozen gedurende een termijn van twee tot acht jaren.

TITEL XI.

Evenredige vertegenwoordiging.

ART. 260. — Het 1^{ste} lid te doen luiden als volgt : De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen ; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 260. — Alinéa 1^{er}. — Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables; il mentionne ensuite pour chacune des listes, classées dans

ART. 260. — 1^{ste} lid. — De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar rangnummer geschikt, het getal

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

cune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

rangnummer geschikt, het getal stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Art. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

Art. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

Art. 3.

L'article 4, paragraphe 2, de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

Art. 3.

Artikel 4, § 2, der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 143 du Code électoral et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

In de gemeenten worden de bureelen der afdeelingen voorgezeten, in geregelde volgorde, door de personen vermeld in artikel 143 van het Kieswetboek en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

Art. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la loi du 12 septembre 1895 :

Il ne pourra être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins seront recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 4.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 der wet van 12 September 1895 :

Tot het nazicht der kiesbriefjes mag niet worden overgegaan tenzij in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit kracht van artikel 166 van het Kieswetboek of zoo dezen behoorlijk zijn opgeroepen ; de omslagen bevattende de briefjes worden in hunne tegenwoordigheid en door hunne tussenkomst opnieuw verzegeld.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Art. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

Art. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

Art. 3.

L'article 4, alinéa 2, de la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales est modifié comme suit :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 143 du Code électoral et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

Art. 3.

Artikel 4, 2^{de} lid, der wet van 12 September 1895 betreffende de verkiezingen voor de gemeente wordt gewijzigd als volgt :

In de gemeenten worden de bureelen der afdeelingen voorgezeten, in geregelde volgorde, door de personen vermeld in artikel 143 van het Kieswetboek en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

Art. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la même loi :

Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral, *et au cas de refus ou empêchement de ceux-ci d'un témoin désigné par les candidats en leur remplacement*, ou ceux-ci dûment appelés; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 4.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 derzelfde wet :

Tot het nazien van de stembriefjes mag alleen worden overgegaan in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit kracht van artikel 166 van het Kieswetboek en, *ingeval dezen weigeren of verhinderd zijn, van een getuige door de kandidaten aangewezen te hunner vervanging* of dezen behoorlijk opgeroepen; de omslagen, die de briefjes bevatten, worden opnieuw gezegeld en door hunne tussekomst.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1898
est modifié comme suit :

Le président du bureau principal
désigne, parmi les électeurs du canton
jouissant du triple vote, les présidents
des bureaux dont la présidence n'appar-
tient pas à l'une des personnes indiquées
au dit article 143; il désigne...

Art. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1898
wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureel
wijst, onder de kiezers van het kanton,
die drie stemmen mogen uitbrengen, de
voorzitters aan van de bureelen welker
voorzitterschap niet behoort aan een
der personen in genoemd artikel 143
opgegeven; hij wijst aan...

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1898 relative aux élections provinciales est modifié comme suit :

Le président du bureau principal désigne, parmi les électeurs du canton jouissant du triple vote, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des personnes indiquées au dit article 143; il désigne...

Art. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1898 betreffende de verkiezingen voor de provincie wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureel wijst, onder de kiezers van het kanton, die drie stemmen mogen uitbrengen, de voorzitters aan van de bureelen welker voorzitterschap niet behoort aan een der personen in genoemd artikel 143 opgegeven; hij wijst aan...